

Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2010

BMO Groupe financier annonce de très bons résultats pour le troisième trimestre, dégagant un revenu net de 669 millions de dollars

Ses revenus ayant enregistré une hausse appréciable, PE Canada affiche toujours un excellent rendement

Les résultats de BMO Marchés des capitaux témoignent de conditions plus difficiles sur les marchés financiers

Les dotations à la provision pour pertes sur créances diminuent encore

À 13,55 %, le ratio du capital de première catégorie demeure solide

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du troisième trimestre de 2009

- Revenu net de 669 millions de dollars, pour une augmentation de 112 millions depuis un an
- RPA¹ de 1,13 \$ et RPA avant amortissement² de 1,14 \$, tous deux en hausse de 0,16 \$ par rapport à la même période l'an dernier
- Rendement des capitaux propres de 13,7 %, contre 12,1 % pour les trois mois correspondants de l'exercice précédent
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 214 millions de dollars, soit 203 millions de moins qu'un an plus tôt

Comparaison des neuf premiers mois de 2010 et des neuf premiers mois de 2009

- Revenu net de 2 071 millions de dollars, contre 1 140 millions il y a un an
- RPA de 3,51 \$, comparativement à 1,97 \$, et RPA avant amortissement de 3,55 \$, contre 2,01 \$

Toronto, le 24 août 2010 – BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 669 millions de dollars, ou de 1,13 \$ par action, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010. Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada ont encore obtenu un très bon rendement, le revenu net atteignant 426 millions, en hausse de 64 millions ou de 17 % par rapport à la même période l'an dernier.

BMO a annoncé aujourd'hui un dividende de 0,70 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de l'exercice, soit le même montant que pour le trimestre précédent, ce qui correspond à un dividende annuel de 2,80 \$ par action ordinaire.

« Notre désir d'aider notre clientèle à réussir et nos investissements stratégiques dans des activités au potentiel de croissance des plus prometteurs, qui demeurent au cœur de nos priorités, ont permis une hausse appréciable du revenu net depuis un an, ce qui renforce notre position, déjà fort solide, en matière de capital », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier.
« Nos résultats témoignent des bienfaits découlant de la diversité de nos activités. »

¹ Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

² Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, à la fin du Rapport de gestion, où sont également expliqués ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

« Avec un revenu net de 426 millions de dollars, soit 17 % de plus qu'il y a un an, PE Canada demeure le fer de lance de notre entreprise. Stimulés par l'essor des volumes de la plupart de ses produits, ses revenus ont progressé fortement, soit de 9,3 %. Le nombre moyen de catégories de produits qu'utilise notre clientèle des services aux particuliers et aux entreprises a augmenté d'un exercice à l'autre. »

« Les investissements dans nos services bancaires aux entreprises nous ont aidés à mieux répondre aux besoins de nos clients et ont catalysé la hausse des revenus et l'élargissement de la part du marché des prêts aux entreprises en regard de la même période il y a un an et du trimestre précédent, part qui se situe désormais à plus de 20 %. »

« Les résultats que BMO Marchés des capitaux a obtenus ce trimestre témoignent de conditions moins favorables sur les marchés financiers puisque les revenus de négociation ont grandement baissé et que, pour de nombreux secteurs, les occasions se sont raréfiées. Nous continuons d'élargir nos ressources et avons récemment recruté de nouveaux employés afin d'assurer notre croissance dans des domaines clés au fil de l'amélioration des marchés. »

« Le revenu net du groupe Gestion privée a légèrement reculé car, un an plus tôt, ses résultats tenaient compte d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Les résultats de la plupart des secteurs se sont améliorés car nous avons continué d'offrir à nos clients la qualité de services et de conseils à laquelle ils s'attendent. »

« PE États-Unis se concentre sur le recrutement et la fidélisation de la clientèle. Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, nous prenons exemple sur les offres attrayantes au sein de l'entreprise. Ainsi, nous avons lancé le programme Harris Helpful Steps, qui s'inspire de la Formule futée BMO, et nous avons réussi à intégrer à notre modèle de services bancaires aux entreprises nos clients américains qui sont de moyennes entreprises et que nous avons transférés, organisant ainsi nos activités selon des secteurs spécialisés. »

« En résumé, nous veillons à remplir notre promesse, soit créer une expérience client exceptionnelle, et nous obtenons de bons résultats, compte tenu des conditions d'exploitation actuelles. Malgré les indices signalant un ralentissement de la croissance économique des deux côtés de la frontière, nous sommes encouragés par le fait que, au cours du trimestre à l'étude, les dotations à la provision pour pertes sur créances ont continué de fléchir. »

« Durant ces trois mois, les activités à l'échelle internationale de BMO ont atteint le seuil de carboneutralité pour ce qui est de l'énergie et du transport. Nous avons donc réussi – tel que prévu – à tenir parole quant à l'engagement que nous avons pris il y a près de deux ans auprès de nos clients et de nos actionnaires. Le succès et la durabilité sont indissociables, et nous sommes fiers de pouvoir faire notre part », a ajouté M. Downe.

Revue des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le revenu net a été élevé, atteignant 426 millions de dollars, pour une hausse de 64 millions ou de 17 % depuis un an. Les revenus générés par les services aux particuliers, les services aux entreprises et les services de cartes ont tous progressé, ce qui s'explique par l'accroissement des volumes de la plupart des produits, par la prise en compte de Diners Club dans les résultats financiers et par l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Alliée à une gestion efficace des dépenses d'exploitation, la saine croissance des revenus s'est traduite par un excellent levier d'exploitation avant amortissement, soit 5,5 %. Nous investissons toujours de manière stratégique afin de rehausser notre position concurrentielle tout en gérant prudemment nos dépenses d'exploitation.

Notre objectif est d'être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle. Nous continuons de cerner ce que les clients veulent réellement et ce dont ils ont besoin, et nous avons pris l'engagement de les écouter, de les comprendre et de bien les conseiller. C'est de cette façon que nous avons pu augmenter, d'un exercice à l'autre, le nombre moyen de catégories de produits qu'utilise notre clientèle des services aux particuliers et aux entreprises.

Pour ce qui est des services aux particuliers, les soldes de nos prêts hypothécaires ont, durant le trimestre et pour la première fois depuis que nous avons quitté le marché des courtiers, progressé. Nous avons lancé en mars notre campagne hypothécaire printanière, laquelle a pour objet d'aider notre clientèle à prendre les bonnes décisions de financement hypothécaire en lui donnant de judicieux conseils. Soucieux de combler ses besoins, nous lui proposons une gamme complète de produits attrayants, dont la MargExpress sur valeur domiciliaire et notre nouveau prêt hypothécaire à taux fixe réduit, un produit d'une grande simplicité.

Dans le cas des services aux entreprises, nous offrons toujours la Formule futée BMO pour entreprises afin que les propriétaires de petites entreprises puissent obtenir aisément des conseils sur la façon de mieux gérer leurs affaires. Au cours des trois mois à l'étude, nous avons démontré notre soutien indéfectible au secteur de l'agriculture en lançant le programme Agri-Investissement et le Programme d'aide financière aux victimes d'inondations dans les Prairies. Nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des prêts aux entreprises, et notre but est de devenir la banque de choix des entreprises canadiennes.

Sur la base des volumes de transactions, nous sommes le plus important émetteur de cartes MasterCard du Canada. Nous faisons croître nos services de cartes tout en assurant une gestion prudente du crédit, et nos taux de pertes sur créances sont largement inférieurs à la moyenne de nos pairs. Durant le trimestre, BMO a lancé deux nouvelles cartes de crédit qui offrent aux propriétaires de petites entreprises de faibles taux, des frais modiques et des choix simples. Ces nouvelles cartes procurent l'adhésion gratuite comme membre Privilège du programme Assistance sur mesure BMO, lequel aide ces clients, qui sont très occupés, à diriger et à protéger leur entreprise, tout en leur faisant réaliser des économies substantielles grâce à de meilleures récompenses et à l'abolition des frais de cartes annuels.

PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le revenu net s'est chiffré à 38 millions de dollars, ayant baissé de 14 millions ou de 27 % depuis un an. Sa diminution a découlé essentiellement de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, selon les pertes prévues, de l'incidence des prêts douteux et d'un rajustement de la valeur de notre portefeuille de prêts hypothécaires sous gestion par suite du recul des taux d'intérêt à long terme. Les répercussions favorables de l'amélioration des marges sur les prêts et de l'essor des soldes de dépôts ont été contrebalancées en grande partie par les conséquences du recul des soldes de prêts aux entreprises qu'a causé une utilisation moins grande des prêts de la part de ces clients ainsi que par la compression des marges sur les dépôts.

Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, d'une réduction de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa et des coûts d'intégration, le revenu net du trimestre écoulé s'est chiffré à 54 millions de dollars, en baisse de 11 millions ou de 17 % depuis un an. Le ratio de productivité avant amortissement a été de 72,6 %, ou de 66,2 % compte tenu d'un tel rajustement.

Au deuxième trimestre, nous avons annoncé l'acquisition de certains actifs et la prise en charge de certains passifs d'AMCORE Bank N.A., banque située à Rockford, en Illinois. Depuis la clôture de cette opération, nous avons stabilisé les activités ainsi acquises, réalisé d'importants progrès dans l'atteinte d'étapes d'intégration clés et mis de l'avant un programme de communication avec la clientèle afin de rejoindre nos principaux clients. Notre projet de conversion de l'entreprise en vue de l'intégrer à la bannière Harris se déroule comme prévu et devrait être parachevé au cours du quatrième trimestre.

Nous nous rapprochons de notre objectif, soit positionner PE États-Unis en vue de sa croissance par le regroupement de moyennes entreprises américaines clientes sous un modèle de services bancaires aux entreprises. Afin de mieux centrer nos efforts et d'offrir à nos clients des conseils d'une qualité supérieure, nous avons accru les ressources affectées au soutien de secteurs précis. Le fait de tirer parti de la notoriété de la marque Harris et de la portée plus vaste qu'offre ce regroupement de services bancaires aux entreprises devrait nous permettre de recruter de nouveaux clients et d'accroître plus rapidement les revenus tout en rehaussant notre productivité globale.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, nous avons créé un programme appelé Harris Helpful Steps. Lancé en juin, celui-ci propose aux consommateurs cinq moyens fort simples d'économiser, de mieux gérer leurs dépenses et de prendre le contrôle de leurs finances.

Le centre d'appels Harris a, pour la deuxième année d'affilée, obtenu l'accréditation de centre d'excellence de la part de BenchmarkPortal. Parrainé par le Center for Customer-Driven Quality (CCDQ) de l'Université Purdue, BenchmarkPortal est un chef de file reconnu de l'évaluation du rendement et de l'attestation des centres d'appels. Seulement 10 % des centres qui en font la demande obtiennent cette accréditation.

Groupe Gestion privée

Le revenu net a été de 108 millions de dollars, accusant une baisse de 5 millions ou de 5,5 % en regard du même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats de cette période tenaient compte d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 23 millions.

Le revenu net du groupe Gestion privée, compte non tenu des activités d'assurance, a été de 74 millions de dollars, affichant une forte progression en regard d'il y a un an, soit 28 millions ou 54 %, ce qui a résulté de la croissance continue de toutes les unités. Le revenu net des activités d'assurance s'est établi à 34 millions pour le trimestre, en baisse de 33 millions ou de 48 %, ce qui s'explique en grande partie par la constatation d'un recouvrement d'impôts un an plus tôt. Les activités d'assurance ont vu leurs primes nettes augmenter fortement, facteur dont l'avantage a été plus que contrebalancé par l'incidence de variations défavorables des taux d'intérêt et des marchés boursiers sur les passifs attribuables aux titulaires de police.

Les revenus du groupe Gestion privée ont augmenté de 23 millions de dollars ou de 4,5 %, ayant fortement progressé dans la majeure partie des unités, ce qui a découlé d'une hausse de 9,5 % (11 % en monnaie d'origine) des actifs de clients sous gestion et sous administration. Les revenus des activités d'assurance ont, dans l'ensemble, baissé car la montée des primes nettes a été plus qu'annulée par l'incidence des variations défavorables des marchés sur les passifs attribuables aux titulaires de police. Nous entendons toujours offrir à nos clients la qualité de services et de conseils à laquelle ils s'attendent, et ce, surtout dans le contexte économique actuel.

Au cours du trimestre, le groupe Gestion privée a lancé huit nouveaux fonds négociables en bourse (FNB), portant ainsi à 30 le nombre de FNB qu'il offre. Les nouveaux fonds diversifient davantage les secteurs visés puisqu'ils englobent ceux des soins de santé et du pétrole et du gaz et témoignent de notre engagement à devenir un chef de file au Canada sur le marché en croissance qu'est celui des FNB et d'offrir aux investisseurs une gamme complète de produits de placement.

BMO Marchés des capitaux

Le revenu net s'est situé à 130 millions de dollars, soit 180 millions ou 58 % de moins qu'il y a un an. Après avoir été fort élevés et soutenus par des conditions favorables au cours des quatre trimestres antérieurs, les revenus ont fléchi durant le trimestre à l'étude. Leur recul depuis un an et depuis le deuxième trimestre est imputable aux conséquences négatives de l'augmentation des écarts de taux, à la baisse des marges sur négociation et à la raréfaction des occasions sur les marchés. Dans le cas des services bancaires aux grandes entreprises, la dégradation de la conjoncture économique a également contribué à la baisse des revenus depuis un an. Nous continuons de bâtir nos ressources et avons récemment recruté de nouveaux employés afin d'assurer notre croissance dans des secteurs clés au fil de l'amélioration des marchés.

BMO Marchés des capitaux a participé à 114 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 34 émissions de titres d'emprunt d'entreprises, 32 émissions de titres d'administrations publiques, 42 émissions d'actions ordinaires et six émissions d'actions privilégiées, pour un total de 51 milliards de dollars, soit 12 milliards de plus qu'au trimestre précédent.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise ont subi une perte nette de 35 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente une amélioration de 251 millions en regard d'il y a un an, amélioration résultant essentiellement de la réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances. La progression des revenus a été annulée en grande partie par la hausse des frais. Les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux Services d'entreprise ont diminué de 272 millions. Aux termes de la méthode que BMO utilise aux fins de la présentation de ses résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées aux groupes d'exploitation clients, et l'écart entre les pertes prévues et les pertes réelles est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise.

Mise en garde

Les sections précédentes renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois terminées le						Pour les périodes de neuf mois terminées le		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	Variation par rapport au 31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	Variation par rapport au 31 juillet 2009
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 907 \$	3 049 \$	3 025 \$	2 989 \$	2 978 \$	(2,4)%	8 981 \$	8 075 \$	11,2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	214	249	333	386	417	(48,7)	796	1 217	(34,6)
Frais autres que d'intérêts	1 898	1 830	1 839	1 779	1 873	1,4	5 567	5 602	(0,6)
Revenu net	669	745	657	647	557	20,1	2 071	1 140	81,7
Revenu net par unité d'exploitation									
Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada	426 \$	395 \$	403 \$	398 \$	362 \$	17,3 %	1 224 \$	1 017 \$	20,3 %
Services bancaires Particuliers et entreprises - États-Unis	40	46	51	51	58	(30,9)	137	235	(41,8)
Groupe Gestion privée	108	118	113	106	113	(5,5)	339	253	33,7
BMO Marchés des capitaux	130	260	214	260	310	(58,0)	604	613	(1,4)
Services d'entreprise a)	(35)	(74)	(124)	(168)	(286)	88,0	(233)	(978)	76,1
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)									
Résultat dilué par action	1,13 \$	1,26 \$	1,12 \$	1,11 \$	0,97 \$	0,16 \$	3,51 \$	1,97 \$	1,54 \$
Résultat dilué par action avant amortissement b)	1,14	1,28	1,13	1,13	0,98	0,16	3,55	2,01	1,54
Dividendes déclarés par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,00	2,10	2,10	0,00
Valeur comptable d'une action	33,13	32,04	32,51	31,95	31,26	1,87	33,13	31,26	1,87
Cours de clôture de l'action	62,87	63,09	52,00	50,06	54,02	8,85	62,87	54,02	8,85
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	35,4	35,3	28,9	27,6	29,6	5,8	35,4	29,6	5,8

Au

	Pour les périodes de trois mois terminées le						Pour les périodes de neuf mois terminées le		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	Variation par rapport au 31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	Variation par rapport au 31 juillet 2009
Points saillants du bilan									
Actif	397 386 \$	390 166 \$	398 623 \$	388 458 \$	415 356 \$	(4,3)%			
Solde net des prêts et acceptations	173 555	169 753	169 588	167 829	173 553	(0,0)			
Dépôts	242 791	239 260	240 299	236 156	244 953	(0,9)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18 646	17 944	18 054	17 626	17 144	8,8			

	Pour les périodes de trois mois terminées le						Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	
Mesures et ratios financiers (% sauf indication contraire) c)								
Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans	5,6	7,2	3,5	1,8	4,0	5,6	4,0	
Croissance du résultat dilué par action	16,5	+100	+100	4,7	(1,0)	78,2	(27,0)	
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement b)	16,3	+100	+100	4,6	(2,0)	76,6	(26,9)	
Rendement des capitaux propres	13,7	16,4	14,3	14,0	12,1	14,8	8,5	
Rendement des capitaux propres, avant amortissement b)	13,9	16,6	14,4	14,2	12,3	14,9	8,7	
Croissance du profit économique net b)	+100	+100	+100	10,4	(35,1)	+100	(+100)	
Levier d'exploitation	(3,8)	17,9	24,0	8,5	3,3	11,8	(1,2)	
Levier d'exploitation, avant amortissement b)	(3,9)	17,7	23,9	8,3	3,3	11,7	(1,2)	
Croissance du revenu	(2,4)	14,8	23,9	6,3	8,4	11,2	9,2	
Croissance des frais autres que d'intérêts	1,4	(3,1)	(0,1)	(2,2)	5,1	(0,6)	10,4	
Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement b)	1,5	(2,9)	0,0	(2,0)	5,1	(0,5)	10,4	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	65,3	60,0	60,8	59,5	62,9	62,0	69,4	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement b)	65,0	59,7	60,5	59,2	62,5	61,7	69,0	
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,50	0,59	0,79	0,89	0,94	0,62	0,88	
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	12,81	14,34	13,11	14,06	12,74	12,81	12,74	
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	34,6	35,8	33,9	31,9	30,0	34,6	30,0	
Ratio du capital de première catégorie	13,55	13,27	12,53	12,24	11,71	13,55	11,71	
Ratio du capital total	16,10	15,69	14,82	14,87	14,32	16,10	14,32	
Cote de crédit d)								
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA	AA	AA	
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	
Moody's	Aa2	Aa2	Aa2	Aa1	Aa1	Aa2	Aa1	
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+	A+	A+	
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	22,4	68,7	67,1	25,1	21,4	22,4	21,4	
Rendement de l'action	4,45	4,44	5,38	5,59	5,18	4,45	5,18	
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	13,6	14,1	13,6	16,3	17,8	13,6	17,8	
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,90	1,97	1,60	1,57	1,73	1,90	1,73	
Profit (perte) économique net (en millions de dollars) b)	158	264	171	159	79	593	(227)	
Rendement de l'actif moyen	0,67	0,78	0,66	0,63	0,52	0,70	0,34	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,88	1,88	1,85	1,73	1,74	1,87	1,60	
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	46,0	50,1	49,3	51,7	50,8	48,5	48,9	
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,3	5,3	5,2	5,2	4,7	5,3	4,7	

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

b) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification

standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

c) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

d) Se reporter à la section « Cotes de crédit », à la page 18 du Rapport de gestion, pour une analyse de l'importance de ces cotes de crédit.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 24 août 2010. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 31 juillet 2010, qui sont inclus dans le présent document, et du Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, qui est inclus dans le Rapport annuel 2009 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010	Augmentation (Diminution) c. T3-2009		Augmentation (Diminution) c. T2-2010		Cumul 2010	Augmentation (Diminution) c. cumul 2009	
Revenu net d'intérêts	1 571	105	7 %	49	3 %	4 625	497	12 %
Revenu autre que d'intérêts	1 336	(176)	(12 %)	(191)	(12 %)	4 356	409	10 %
Revenu	2 907	(71)	(2 %)	(142)	(5 %)	8 981	906	11 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	214	(143)	(40 %)	(35)	(14 %)	796	(361)	(31 %)
Hausse de la provision générale	-	(60)	(+100 %)	-	-	-	(60)	(+100 %)
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	214	(203)	(49 %)	(35)	(14 %)	796	(421)	(35 %)
Frais autres que d'intérêts	1 898	25	1 %	68	4 %	5 567	(35)	(1 %)
Charge d'impôts sur les bénéfices	107	(5)	(5 %)	(100)	(48 %)	491	(432)	(+100 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	1	1 %	56	(1)	(2 %)
Revenu net	669	112	20 %	(76)	(10 %)	2 071	931	82 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts) 1)	9	-	-	2	18 %	23	(4)	(23 %)
Revenu net avant amortissement 2)	678	112	20 %	(74)	(10 %)	2 094	927	79 %
Résultat de base par action (en dollars)	1,13	0,16	16 %	(0,14)	(10 %)	3,53	1,56	79 %
Résultat dilué par action (en dollars)	1,13	0,16	16 %	(0,13)	(10 %)	3,51	1,54	78 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 2)	1,14	0,16	16 %	(0,14)	(11 %)	3,55	1,54	77 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	13,7 %		1,6 %		(2,7 %)	14,8 %		6,3 %
RCP avant amortissement 2)	13,9 %		1,6 %		(2,7 %)	14,9 %		6,2 %
Ratio de productivité	65,3 %		2,4 %		5,3 %	62,0 %		(7,4 %)
Ratio de productivité avant amortissement 2)	65,0 %		2,5 %		5,3 %	61,7 %		(7,3 %)
Levier d'exploitation	(3,8 %)		n.s.		n.s.	11,8 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement 2)	(3,9 %)		n.s.		n.s.	11,7 %		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,88 %		0,14 %		-	1,87 %		0,27 %
Taux d'imposition effectif	13,4 %		(3,0 %)		(8,0 %)	18,8 %		14,1 %
Ratios de capital :								
Ratio du capital de première catégorie	13,55 %		1,84 %		0,28 %	13,55 %		1,84 %
Ratio du capital total	16,10 %		1,78 %		0,41 %	16,10 %		1,78 %
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	466	46	11 %	25	6 %	1 361	109	9 %
PE Canada	426	64	17 %	31	8 %	1 224	207	20 %
PE États-Unis	40	(18)	(31 %)	(6)	(14 %)	137	(98)	(42 %)
Groupe Gestion privée	108	(5)	(6 %)	(10)	(9 %)	339	86	34 %
BMO Marchés des capitaux	130	(180)	(58 %)	(130)	(50 %)	604	(9)	(1 %)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(35)	251	88 %	39	53 %	(233)	745	76 %
Revenu net de BMO Groupe financier	669	112	20 %	(76)	(10 %)	2 071	931	82 %

1) L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'est pas ajouté au revenu net pour déterminer le revenu net avant amortissement.

2) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR figurant à la fin du Rapport de gestion, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

n.s. - non significatif

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de la Banque de Montréal ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 31 juillet 2010 et portant également sur la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2010, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, telles qu'elles sont définies par la Securities and Exchange Commission et par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Le contrôle interne de la Banque de Montréal à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant; assurent que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de la Banque de Montréal; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est prévenue ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'il ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de la Banque de Montréal a examiné le présent document, incluant les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal a approuvé ce document avant sa publication.

Intéressés par une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2009 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2010 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 32 et 33 du Rapport annuel 2009 de BMO, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Pour conclure que nous procéderons à la conversion des établissements acquis dans le cadre de l'opération réalisée au deuxième trimestre et visant une banque située à Rockford, en Illinois, nous avons supposé qu'il ne surgirait aucun événement de nature prioritaire qui aurait préséance sur la dotation en personnel et les ressources techniques requises et que la conversion ne causerait aucun problème majeur touchant les systèmes.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine ainsi qu'aux conditions de marché générales et à l'ensemble de leurs répercussions sur nos activités, incluant ce qui est décrit sous la rubrique intitulée Perspectives économiques et survol, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités stratégiques, de nos objectifs et de nos attentes pour ce qui est de nos activités. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

Perspectives économiques et survol

La reprise économique se poursuit au Canada, mais son rythme est plus lent qu'en début d'année. L'emploi augmente fortement et les entreprises ont recommencé à investir. En revanche, les dépenses à la consommation ralentissent et les activités du secteur de l'habitation ne sont plus aussi soutenues que celles, fort intenses, de l'an passé. Depuis la fin de la récession, à l'été 2009, presque tous les emplois perdus ont été recréés et les compressions de production ont été comblées. Stimulée par des taux d'intérêt toujours faibles, des politiques budgétaires expansionnistes et la stabilité de la demande des produits de base à l'échelle mondiale, la croissance de l'emploi et de la production devrait se poursuivre à un rythme modéré cette année. Par contre, les perspectives d'une hausse des taux d'intérêt, du resserrement des règlements visant les prêts hypothécaires et de l'entrée en vigueur de la nouvelle taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique ont catalysé la demande, ce qui donne à penser que le secteur de l'habitation s'essouffera. Une baisse des exportations est à prévoir en raison de l'appréciation du dollar canadien. Selon les prévisions, l'économie devrait croître de 3,2 % en 2010 et de 2,8 % en 2011, ce qui ramènerait à 7,4 % le taux de chômage à la fin de 2011. Il y a fort à parier que la Banque du Canada continuera de resserrer graduellement sa politique monétaire au cours de l'année à venir. Des taux d'intérêt plus élevés devraient freiner l'essor du crédit aux particuliers et des prêts hypothécaires à l'habitation. Toutefois, la hausse des investissements des entreprises soutiendra leur demande de prêts.

Aiguillonnée par des politiques d'expansion budgétaire et monétaire et la vigueur de la demande à l'échelle mondiale, l'économie américaine continue d'afficher un certain taux de croissance. Les investissements des entreprises demeurent fort élevés et leurs bénéfices sont en nette progression. Cependant, une création d'emplois anémique, le resserrement des conditions de crédit et le désendettement des ménages freinent la consommation des particuliers. Le marché des immeubles commerciaux demeure au ralenti, les taux d'inoccupation étant toujours élevés, et les ventes de maisons ont littéralement chuté après le retrait, en avril dernier, du crédit d'impôt offert à l'achat d'une habitation. De faibles taux d'intérêt et une politique budgétaire encore plus stricte l'an prochain devraient permettre à l'économie américaine d'enregistrer un taux de croissance de 2,9 % en 2010 et de 2,7 % en 2011. On peut s'attendre à ce que la demande de prêts de la part des consommateurs et des entreprises se raffermisse lentement au fil de l'assouplissement des normes de crédit. Un taux de chômage élevé et un faible taux d'inflation devraient inciter la Réserve fédérale à maintenir ses taux d'intérêt à des niveaux très bas au moins jusqu'en 2011. Les marchés financiers devraient bénéficier de la poursuite de l'expansion économique, les entreprises profitant de la faiblesse des taux d'intérêt pour émettre de nouveaux titres d'emprunt ou procéder à un refinancement.

Aux États-Unis, nos établissements bancaires sont situés en grande partie dans le Midwest, région qui suit généralement les tendances nationales en matière de croissance. Le secteur manufacturier et les dépenses à la consommation ont connu un certain ralentissement en regard de ce qu'ils étaient en début d'année, tandis que les marchés de l'habitation et des immeubles commerciaux manquent toujours de tonus. À l'instar du reste du pays, l'économie du Midwest devrait connaître une croissance modérée dans l'année à venir.

La présente section qui traite des perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéficiaires en dollars américains de BMO ont baissé par rapport au troisième trimestre de 2009 en raison du recul du dollar américain, mais ils se sont renforcés en regard du deuxième trimestre de 2010 à la faveur de l'appréciation du dollar américain depuis cette période. Le taux de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a fléchi de 6 % depuis un an, mais a dépassé de 2 % le taux moyen du deuxième trimestre de 2010. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010		Cumul 2010
	c. T3-2009	c. T2-2010	c. cumul 2009
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,0453	1,0453	1,0439
Période précédente	1,1102	1,0273	1,1925
Revenu augmenté (diminué)	(45)	12	(329)
Frais diminués (augmentés)	29	(8)	191
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	7	(1)	63
Impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle diminués (augmentés)	-	-	17
Revenu net augmenté (diminué)	(9)	3	(58)

Au début de chaque trimestre, BMO détermine s'il doit ou ne doit pas prendre part à des opérations de couverture qui sont censées compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains prévu pour ces trois mois. Ainsi, les activités de couverture atténuent l'incidence des fluctuations du taux de change au cours d'un trimestre. Cependant, elles ne visent pas à annuler les répercussions de telles fluctuations d'un exercice à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Le dollar américain s'est apprécié au cours du trimestre à l'étude, passant de 1,0158 \$ canadien au 30 avril 2010 à une moyenne de 1,0453 \$ canadien. Au cours des périodes à venir, les gains ou pertes résultant de telles opérations dépendront à la fois des fluctuations des monnaies et du montant des opérations de couverture sous-jacentes, car celles-ci sont conclues chaque trimestre en fonction du revenu net prévu en dollars américains pour les trois mois suivants. Les opérations de couverture se sont soldées par un gain après impôts de 5 millions de dollars depuis le début de l'exercice.

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements étrangers sont analysés dans la section Impôts sur les bénéficiaires.

Autres mesures de la valeur

Le profit économique net s'est établi à 158 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), comparativement à 264 millions au deuxième trimestre et à 79 millions au troisième trimestre de 2009.

Pour la période de cinq ans terminée le 31 juillet 2010, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 5,6 %.

Revenu net

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du troisième trimestre de 2009

Le revenu net s'est chiffré à 669 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2010, en hausse de 112 millions, ou de 20 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le résultat par action a été de 1,13 \$, contre 0,97 \$. Les résultats du même trimestre de 2009 avaient été réduits par une hausse de 60 millions (39 millions après impôts et 0,07 \$ par action) de la provision générale pour pertes sur créances, tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables qui figure à la fin du Rapport de gestion.

Depuis un an, les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé de 203 millions de dollars grâce à de meilleures conditions de crédit aux États-Unis et au fait qu'un an plus tôt, la provision générale avait été augmentée.

Le revenu net de PE Canada a fortement augmenté, progressant de 64 millions de dollars ou de 17 %. La hausse des revenus a été catalysée par l'essor des volumes de la plupart des produits, par la prise en compte des revenus de Diners Club dans nos résultats financiers et par l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Les frais se sont accrus en raison de l'inclusion des résultats de Diners Club et des sommes consacrées aux initiatives visant à favoriser l'essor de nos activités.

Le revenu net de PE États-Unis a baissé de 18 millions de dollars canadiens, ou de 14 millions de dollars américains, pour se situer à 38 millions de dollars américains. Ce recul a découlé essentiellement de l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances, selon les pertes prévues, de l'incidence des prêts douteux et d'un rajustement de la valeur de notre portefeuille de prêts hypothécaires sous gestion par suite du recul des taux d'intérêt à long terme. La progression des marges sur les prêts et des soldes de dépôts ont favorisé l'essor des revenus, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul des soldes de prêts aux entreprises, celles-ci ayant réduit leur recours à du crédit, et par la compression des marges sur les dépôts. L'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois, a accru les revenus de 18 millions de dollars américains, les charges, de 16 millions de dollars américains, compte non tenu des coûts d'intégration, et le revenu net, de 1 million de dollars américains.

Le revenu net du groupe Gestion privée a baissé de 5 millions de dollars ou de 5,5 %. Les résultats un an plus tôt tenaient compte d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures par les activités d'assurance. Hormis ce facteur, les résultats se sont améliorés car la majeure partie des unités ont continué de réaliser une forte croissance. Les activités d'assurance ont vu leurs primes nettes augmenter fortement, facteur dont l'avantage a été plus que contrebalancé par l'incidence qu'ont eue des variations défavorables des taux d'intérêt et des marchés boursiers sur les passifs attribuables aux titulaires de police.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a baissé de 180 millions de dollars ou de 58 %. Après l'excellent rendement financier engendré par un contexte favorable dans la première moitié du présent exercice, les revenus ont été faibles au cours du trimestre à l'étude. Ils ont reculé en regard de leurs niveaux fort élevés un an plus tôt, ce qui a découlé de conditions de négociation difficiles. Les dotations à la provision pour pertes sur créances,

selon les pertes prévues, ont augmenté et les frais liés au personnel ont régressé au cours du trimestre, ce qui reflète le rendement au chapitre des revenus.

La perte nette des Services d'entreprise, d'un montant de 35 millions de dollars, a baissé de 251 millions depuis un an grâce essentiellement à la diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2010

Le revenu net s'est contracté de 76 millions de dollars ou de 10 % depuis le deuxième trimestre. Les revenus ont baissé et les frais se sont accrus. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 35 millions de dollars.

Le revenu net de PE Canada s'est amélioré de 31 millions de dollars ou de 7,7 %, ce qui a résulté en grande partie du fait que le trimestre à l'étude a compté davantage de jours et qu'un petit montant de recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures a été constaté.

Le revenu net de PE États-Unis a reculé de 6 millions de dollars canadiens, ou de 7 millions de dollars américains, pour s'établir à 38 millions de dollars américains. Cette baisse a découlé essentiellement d'un rajustement de la valeur du portefeuille de prêts hypothécaires sous gestion qu'a motivé une baisse des taux d'intérêt à long terme et des coûts d'intégration.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est comprimé de 10 millions de dollars ou de 8,8 % en raison de la détérioration des résultats des activités d'assurance, les variations défavorables des marchés ayant eu des conséquences sur les passifs attribuables aux titulaires de police.

Après avoir été fort élevé au deuxième trimestre, le revenu net de BMO Marchés des capitaux a baissé de 130 millions de dollars ou de 50 %. Les revenus ont fléchi par suite de la forte baisse de ceux tirés des activités de négociation, ce qui a été atténué par l'amélioration du rendement de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et des commissions de prise ferme de titres d'emprunt.

La perte nette des Services d'entreprise, d'un montant de 35 millions de dollars, a diminué de 39 millions, ce qui est essentiellement imputable à la réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Comparaison des neuf premiers mois de 2010 et des neuf premiers mois de 2009

Le revenu net s'est amélioré de 931 millions de dollars, pour s'établir à 2 071 millions. Le revenu net de la même période de 2009 avait été affaibli par des éléments notables totalisant 440 millions après impôts et ayant trait à des charges liées à la conjoncture des marchés financiers et à des indemnités de licenciement ainsi qu'à une hausse de la provision générale pour pertes sur créances, tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables.

Le revenu net de PE Canada s'est renforcé de 207 millions de dollars ou de 20 % grâce à l'essor des volumes de la plupart des produits, à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à la prise en compte des résultats financiers de Diners Club pour sept mois au cours du présent exercice.

Le revenu net de PE États-Unis, soit 131 millions de dollars américains, a reculé de 64 millions de dollars américains ou de 33 %. L'élargissement des marges sur les prêts a été plus qu'annulé par la baisse des soldes de prêts aux entreprises, ce qui a résulté d'une diminution de leur recours à des prêts et de la compression des marges sur les dépôts. Il s'est également produit une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, selon les pertes prévues, une augmentation des frais liés aux prêts douteux et un rajustement de la valeur de notre portefeuille de prêts hypothécaires sous gestion par suite du recul des taux d'intérêt à long terme.

Le revenu net du groupe Gestion privée a progressé de 86 millions de dollars ou de 34 % depuis un an. Les résultats reflètent l'essor des revenus de toutes les unités. Les revenus des activités d'assurance ont augmenté grâce à la hausse des primes nettes, compte tenu de l'incidence favorable de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie vers la fin du deuxième trimestre de 2009, ce qui a été contrebalancé en partie par les conséquences de l'évolution négative des marchés sur les passifs attribuables aux titulaires de police.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a baissé de 9 millions de dollars ou de 1,4 %, pour s'établir à 604 millions. Les revenus ont enregistré une hausse de 170 millions ou de 7,4 % grâce à des gains sur les titres de placement au cours de l'exercice à l'étude, alors qu'il y a un an, des pertes importantes avaient été inscrites à ce chapitre en raison de la mauvaise tenue des marchés financiers. Les commissions sur les fusions et acquisitions et celles de prise ferme de titres d'emprunt se sont également améliorées. Par contre, le revenu net d'intérêts a reculé en raison de la forte baisse des revenus provenant de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et de la diminution du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises qu'a causée la baisse des actifs, ce qui a été compensé en partie par l'amélioration du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. Le total des revenus provenant de ces activités a fléchi depuis l'exercice précédent.

La perte nette des Services d'entreprise a diminué de 745 millions de dollars depuis un an. Cette amélioration a découlé de la progression marquée des revenus, de la forte baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances ainsi que du recul des frais. La hausse des revenus a résulté de la diminution du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs par suite des mesures prises par la direction et de conditions de marché plus stables. Les revenus de 2009 avaient été affaiblis par des activités de financement ayant servi à rehausser notre situation de trésorerie, déjà excellente. Des charges de 118 millions (80 millions après impôts) au titre des indemnités de licenciement avaient été constatées au deuxième trimestre de 2009, tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables.

Revenus

BMO analyse ses revenus consolidés selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leurs revenus, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition

comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Pour le trimestre à l'étude et les périodes correspondantes des exercices précédents, nous avons constaté certaines opérations de BMO Marchés des capitaux en fonction de leur bic. Nous croyons que de tels rajustements sont utiles et reflètent la façon dont BMO Marchés des capitaux gère ses activités puisqu'ils améliorent la comparabilité des revenus imposables et des revenus bénéficiant d'avantages fiscaux. Ce changement s'est traduit par des hausses du revenu net d'intérêts et des impôts sur les bénéficiaires de BMO Marchés des capitaux, des montants compensatoires ayant été constatés par les Services d'entreprise. Il ne s'est produit aucun changement dans le revenu net global de l'un ou l'autre de ces groupes d'exploitation.

Le revenu total a baissé de 71 millions de dollars ou de 2,4 % par rapport à la même période l'an dernier en raison surtout du recul marqué de ceux de BMO Marchés des capitaux. Les revenus de PE Canada et des Services d'entreprise ont été nettement supérieurs. L'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois, a accru les revenus du trimestre. La dépréciation du dollar américain a comprimé l'essor des revenus de 45 millions ou de 1,5 point de pourcentage, ce qui a touché principalement BMO Marchés des capitaux et PE États-Unis.

Les revenus ont diminué de 142 millions de dollars ou de 4,7 % depuis le deuxième trimestre de 2010, en raison surtout du recul de ceux de BMO Marchés des capitaux. L'appréciation du dollar américain a accru les revenus de 12 millions ou de 0,4 point de pourcentage.

Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 105 millions de dollars ou de 7,2 % par rapport à il y a un an en raison principalement des hausses enregistrées par PE Canada et les Services d'entreprise. Dans le cas de BMO Marchés des capitaux, le revenu net d'intérêts a fléchi. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, certains montants de BMO Marchés des capitaux présentés dans des périodes antérieures ont été retraités en fonction de leur bic, un rajustement compensatoire ayant été constaté par les Services d'entreprise.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 14 points de base depuis un an pour s'établir à 1,88 %. PE Canada et PE États-Unis ont affiché des hausses à ce chapitre. Dans le cas de PE Canada, l'amélioration a découlé surtout du fait que les marges sur les produits de dépôt ont été plus élevées que celles, exceptionnellement faibles, enregistrées un an plus tôt. Quant à PE États-Unis, la progression est imputable à l'élargissement des marges sur les prêts et à l'essor des soldes des dépôts, ce qui a été atténué par la compression des marges sur ceux-ci. Pour ce qui est de BMO Marchés des capitaux, la baisse a résulté principalement du rétrécissement des marges sur les prêts, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse de celles dégagées par les actifs détenus à des fins de négociation. La hausse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a résulté essentiellement du fait que le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs a diminué par suite des mesures prises par la direction et de conditions de marché plus stables.

L'actif productif moyen a régressé de 4 milliards de dollars ou de 1,2 % en regard d'il y a un an, mais a progressé de 3 milliards après rajustement afin d'exclure l'effet du recul du dollar américain. En

dollars canadiens, sa baisse a résulté d'une réduction de l'actif productif moyen de BMO Marchés des capitaux par suite principalement d'une diminution des actifs du marché monétaire et des prêts aux grandes entreprises. L'actif productif moyen de PE États-Unis a lui aussi baissé car la croissance sous-jacente des montages a été plus qu'annulée par la moins grande utilisation de prêts par les clients et par la vente de nouveaux prêts hypothécaires sur le marché secondaire. Les volumes de PE Canada et du groupe Gestion privée se sont élargis.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu net d'intérêts a monté de 49 millions de dollars ou de 3,2 %, ce qui s'explique principalement par les jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre à l'étude ainsi que par l'augmentation des marges de PE Canada et de PE États-Unis. La marge de PE Canada s'est accrue en raison surtout de la progression des volumes des produits les plus rentables et des frais de refinancement hypothécaire. Quant à la marge nette d'intérêts de PE États-Unis, sa croissance est imputable à l'élargissement des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO n'a pas changé. L'amélioration des marges de PE Canada et de PE États-Unis a été contrebalancée par la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise et par le repli de la marge de BMO Marchés des capitaux en raison de la diminution des marges sur les actifs détenus à des fins de négociation. L'actif productif moyen a régressé de 0,5 milliard de dollars car le recul des actifs détenus à des fins de négociation de BMO Marchés des capitaux a contrebalancé l'essor enregistré par PE Canada. L'appréciation du dollar américain durant le trimestre a accru de 2 milliards l'actif productif total de la Banque.

Depuis le début de l'exercice, le revenu net d'intérêts a augmenté de 497 millions de dollars, ou de 12 %, grâce essentiellement à la hausse de celui de PE Canada et des Services d'entreprise.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 27 points de base depuis le début de l'exercice, pour s'établir à 1,87 %. L'amélioration de la marge de PE Canada a découlé surtout des mesures prises en 2009 pour atténuer l'incidence de la montée

des frais de financement à long terme et de l'essor des volumes des produits les plus rentables. Quant à PE États-Unis, l'élargissement des marges sur les prêts a été contrebalancé, mais en partie seulement, par la diminution des revenus générés par les dépôts à laquelle ont donné lieu des marges et des soldes moins élevés. La hausse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a résulté essentiellement du recul du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs qu'ont engendré les mesures prises par la direction et des conditions de marché plus stables. En 2009, les revenus avaient été réduits par les activités de financement ayant servi à rehausser notre situation de trésorerie, déjà solide. La marge de BMO Marchés des capitaux est demeurée la même puisque la hausse de celles générées par les actifs détenus à des fins de négociation a été contrebalancée par le rétrécissement des marges sur les actifs du marché monétaire et sur les prêts aux grandes entreprises.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, l'actif productif moyen a fléchi de 15 milliards de dollars ou de 4,3 % en regard d'il y a un an, mais a augmenté de 1 milliard après rajustement pour exclure l'incidence du repli du dollar américain. En dollars canadiens, la baisse a résulté avant tout d'une réduction de l'actif productif moyen de BMO Marchés des capitaux par suite principalement d'une diminution des actifs du marché monétaire et des prêts aux grandes entreprises. L'actif productif moyen de PE États-Unis a également reculé, en raison notamment de l'affaiblissement du dollar américain. PE Canada a vu son actif productif moyen augmenter, ce qui est principalement attribuable à la forte progression du crédit aux particuliers et à l'ajout des soldes de cartes Diners Club. L'actif productif moyen du groupe Gestion privée s'est lui aussi renforcé, ce qui a découlé principalement de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Marge nette d'intérêts (bic)*

(en points de base)	T3-2010	Augmentation (Diminution) c. T3-2009	Augmentation (Diminution) c. T2-2010	Cumul 2010	Augmentation (Diminution) c. cumul 2009
PE Canada	296	9	5	294	14
PE États-Unis	370	59	15	353	41
Services bancaires Particuliers et entreprises	308	17	5	305	18
Groupe Gestion privée**	277	(16)	(3)	279	(73)
BMO Marchés des capitaux	95	(1)	(6)	96	(1)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)***	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	188	14	-	187	27
Total des services de détail au Canada****	295	5	7	293	8

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

** L'acquisition par le groupe GP, au deuxième trimestre de 2009, de BMO Société d'assurance-vie, a donné lieu à l'ajout d'actifs productifs de revenu autre que d'intérêts, ce qui compte pour une réduction de 66 points de base au cumul annuel. Compte tenu du rajustement visant à exclure l'incidence de l'acquisition, la marge nette d'intérêts du groupe GP a diminué de 7 points de base pour la période de neuf mois considérée par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent.

*** Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise est négatif et abaisse la marge nette d'intérêts globale de BMO dans une plus grande mesure en 2009 qu'en 2010.

**** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe GP.

n.s. - non significatif

Revenu autre que d'intérêts

Les états financiers consolidés non vérifiés ci-joints donnent plus de détails au sujet du revenu autre que d'intérêts, lequel a baissé de 176 millions de dollars ou de 12 % depuis un an. Cette baisse a résulté de la réduction des revenus de BMO Marchés des capitaux.

Les revenus de négociation ont accusé un recul important en raison des conséquences négatives de l'augmentation des écarts de taux, de la contraction des marges sur négociation et de la raréfaction des occasions sur les marchés. Les revenus de titrisation, ceux générés par les activités d'assurance et les commissions de prise ferme ont également baissé. Par contre, les revenus des fonds d'investissement, les commissions sur titres et les gains sur titres de placement ont augmenté. Les frais de cartes se sont eux aussi améliorés, en grande partie grâce à l'acquisition de Diners Club au premier trimestre de 2010.

Les revenus de titrisation se sont repliés de 35 millions de dollars par rapport aux trois mêmes mois de l'exercice précédent, pour s'établir à 167 millions. Une diminution de 1,6 milliard de dollars des actifs titrisés est survenue. Les revenus incluent des gains de 20 millions réalisés à la vente de prêts dans le cadre de nouvelles titrisations, gains en hausse de 5 millions par rapport à la période correspondante de 2009, ainsi que des gains de 107 millions générés par la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement, soit 42 millions de moins qu'il y a un an. L'incidence combinée des titrisations d'actifs au cours de la période considérée et des périodes antérieures a réduit de 21 millions le revenu avant impôts du trimestre à l'étude. Nous avons constaté des revenus de titrisation de 167 millions. Nous avons inscrit un montant réduit au titre du revenu d'intérêts (126 millions de moins), des frais de cartes de crédit (112 millions de moins) et des dotations à la provision pour pertes sur créances (50 millions de moins). Nous titrisons des prêts essentiellement dans le but d'avoir accès à des sources de financement de substitution économiques. Au cours du trimestre, nous avons titrisé 1,7 milliard de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation. Les opérations de titrisation sont expliquées en détail à la note 3 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu autre que d'intérêts s'est dégradé de 191 millions de dollars ou de 12 %, ce qui est essentiellement imputable à BMO Marchés des capitaux et à la baisse moins importante qu'a enregistrée le groupe Gestion privée.

Les revenus de négociation ont fortement diminué en raison des conséquences négatives de l'augmentation des écarts de taux, de la contraction des marges sur négociation et de la raréfaction des occasions sur les marchés. Les gains sur titres de placement et les revenus tirés des activités d'assurance ont eux aussi fléchi. Les revenus de titrisation, les commissions sur prêts et les autres revenus se sont accrus.

Depuis le début de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 409 millions de dollars ou de 10 %, grâce essentiellement à BMO Marchés des capitaux. Cette amélioration a découlé en grande partie de la charge de 471 millions inscrite l'exercice précédent en lien avec l'entité canadienne de protection de crédit, tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables. Les gains sur titres de placement ont augmenté fortement car des pertes élevées avaient été subies il y a un an. Les revenus tirés des services de cartes, les commissions sur titres et sur fusions et acquisitions et celles de prise ferme de titres d'emprunt ont affiché de bonnes augmentations grâce à une meilleure conjoncture

économique. Le revenu autre que d'intérêts de PE Canada a crû de manière considérable grâce à l'essor des revenus provenant des cartes, ce qui a découlé en grande partie de l'inclusion, au cours de l'exercice à l'étude, des résultats financiers de Diners Club pour sept mois. Les revenus de titrisation et ceux de négociation ont chuté depuis un an.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts sont présentés de manière plus détaillée dans les états financiers consolidés non vérifiés ci-joints. Ces frais se sont accrus de 25 millions de dollars ou de 1,4 % par rapport à la même période l'an dernier, s'établissant ainsi à 1 898 millions. Le repli du dollar américain les a réduits de 29 millions ou de 1,6 point de pourcentage. L'accroissement des frais est en grande partie attribuable à l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois, au deuxième trimestre, ainsi qu'à la hausse des sommes affectées aux initiatives et des taxes de vente provinciales. Les frais associés aux locaux et au matériel, notamment les frais informatiques engagés en lien avec la mise au point de logiciels, ainsi que les honoraires professionnels ont augmenté, ce qui a résulté essentiellement du soutien accordé à la croissance des activités. Les frais liés à la rémunération du personnel ont diminué du fait principalement de la baisse de la rémunération liée au rendement. Ce facteur a été atténué par la hausse des salaires qu'a engendré l'élargissement du personnel dans tous les groupes d'exploitation, ce qui reflète nos investissements stratégiques.

Par rapport au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 68 millions de dollars ou de 3,8 %. L'appréciation du dollar américain les a accrus de 8 millions ou de 0,5 point de pourcentage. Le fait que le trimestre ait compté plus de jours a également causé une hausse de ces frais. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, les investissements dans la technologie, les honoraires professionnels, les taxes de vente provinciales et les taxes sur le capital ont augmenté. Les coûts associés aux entreprises acquises ont également contribué à l'accroissement de ces frais. Les frais liés à la rémunération du personnel ont quelque peu baissé en raison de réductions des coûts associés au rendement et des indemnités de licenciement, réductions réalisées en dépit de l'augmentation du nombre d'employés puisque nous investissons toujours dans nos activités.

Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 35 millions de dollars ou de 0,6 %, se chiffrant à 5 567 millions. La dépréciation du dollar américain les a réduits de 191 millions ou de 3,4 points de pourcentage. Les frais liés à la rémunération du personnel se sont repliés étant donné que les résultats inscrits un an plus tôt tenaient compte d'une charge de 118 millions au titre des indemnités de licenciement qu'avaient constatée les Services d'entreprise. Après rajustement pour tenir compte de cette charge, les frais associés à la rémunération du personnel tiennent compte d'une rémunération liée au rendement plus élevée, ce qui traduit l'amélioration des résultats. Ce facteur a été annulé en partie par la diminution des salaires et des coûts des avantages sociaux. De plus, les frais liés aux locaux, dont les frais informatiques, les honoraires professionnels et l'assurance-dépôt, ont baissé. Ces réductions ont été atténuées par les répercussions qu'ont eues les entreprises acquises. Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à 11,7 % pour les neuf premiers mois du présent exercice. Nous continuons de gérer nos frais avec soin tout en élargissant nos activités et en investissant dans celles-ci.

Le 1^{er} juillet 2010, une taxe de vente harmonisée a été instaurée en Ontario et en Colombie-Britannique, ce qui a augmenté le montant de cette taxe exigible dans ces deux provinces. Il devrait en résulter une hausse nette des frais de nos établissements canadiens, mais celle-ci devrait être négligeable.

Gestion des risques

Les principaux risques auxquels nous sommes exposés sont toujours liés aux incertitudes quant à la vigueur de la reprise économique, et ce, surtout aux États-Unis. Bien que la migration du crédit soit moins importante dans la plupart des portefeuilles, la lenteur de la création d'emplois et l'atonie du marché immobilier au sud de la frontière continuent de peser sur le portefeuille de prêts immobiliers à l'habitation. Les marchés immobiliers commerciaux américains sont toujours chancelants. De plus, les craintes que suscite l'endettement souverain des pays d'Europe pourraient rendre encore plus volatile une reprise déjà fragile.

Les pertes sur créances du portefeuille de prêts continuent de fléchir. Au cours du troisième trimestre de 2010, les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont totalisé 214 millions de dollars, ou un résultat annualisé de 50 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, comparativement à 249 millions ou 59 points de base au deuxième trimestre de 2010 et à 357 millions ou 81 points de base au troisième trimestre de 2009. La diminution des dotations durant le trimestre à l'étude a résulté surtout de la réduction de la migration du portefeuille qu'a permise la reprise économique, ainsi que de reprises et de recouvrements plus élevés qu'il y a un an.

Sur le plan géographique, les dotations à la provision spécifique au Canada et dans d'autres pays ont été de 110 millions de dollars au troisième trimestre de 2010, de 126 millions au deuxième trimestre de 2010 et de 164 millions au troisième trimestre de 2009. Quant à celles constatées aux États-Unis durant ces mêmes périodes, elles se sont établies à 104 millions, à 123 millions et à 193 millions, respectivement.

Aucune dotation à la provision générale n'a été inscrite au cours du trimestre à l'étude ni du précédent. Une hausse de la provision générale de 60 millions de dollars avait été comptabilisée au troisième trimestre de 2009. La faible augmentation de la provision générale au cours du trimestre à l'étude a découlé des fluctuations des taux de change.

Aux termes de la méthode que BMO utilise pour présenter ses résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation clients en fonction de leur quote-part de telles pertes. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues et les dotations à la provision trimestrielles requises, compte tenu des pertes réelles, est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise. Les paragraphes qui suivent indiquent les pertes sur créances par groupes d'exploitation client et en fonction de leurs pertes sur créances réelles et non d'après leur quote-part des pertes sur créances prévues.

Au troisième trimestre de 2010, les montants réels des pertes sur créances ont été de 171 millions de dollars pour PE Canada et de 103 millions pour PE États-Unis. Par contre, un recouvrement de 10 millions a été inscrit par BMO Marchés des capitaux. Les pertes de 171 millions de PE Canada tiennent compte de celles de 50 millions qui sont liées aux actifs titrisés et présentées en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services

d'entreprise selon notre mode de présentation des opérations de titrisation et qui ne sont donc pas incluses dans les dotations à la provision spécifique de BMO, d'un montant de 214 millions.

Au deuxième trimestre de 2010, les montants réels des pertes sur créances avaient été de 205 millions de dollars pour PE Canada (incluant des pertes de 55 millions sur des actifs titrisés inscrites en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise), de 101 millions pour PE États-Unis et de 2 millions pour le groupe Gestion privée. Cependant, un recouvrement de 4 millions avait été constaté par BMO Marchés des capitaux.

Au troisième trimestre de 2009, les montants réels des pertes sur créances avaient été de 177 millions de dollars pour PE Canada (incluant des pertes de 43 millions sur des actifs titrisés inscrites en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise), de 132 millions pour PE États-Unis, de 7 millions pour le groupe Gestion privée et de 84 millions pour BMO Marchés des capitaux.

Les nouveaux prêts douteux ont baissé pour le trimestre à l'étude, leur solde ayant totalisé 242 millions de dollars, ce qui est inférieur aux 366 millions du trimestre précédent et aux 549 millions constatés il y a un an. Les nouveaux prêts douteux aux États-Unis ont représenté plus de la moitié de l'ensemble de ceux de BMO. Le solde brut des prêts douteux totalisait 3 128 millions à la fin de la période à l'étude, comparativement à 3 405 millions à la fin du deuxième trimestre et à 2 913 millions à la fin du troisième trimestre de 2009. Les prêts douteux du troisième trimestre de 2010 comprennent des prêts de 327 millions de dollars (ce qui est inférieur à l'estimation préliminaire de 437 millions au trimestre précédent) qui ont été acquis dans le cadre de l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois, et réalisée au cours du deuxième trimestre. Aucune provision n'a dû être constituée en lien avec l'acquisition durant le deuxième trimestre puisque les prêts ont été inscrits à leur juste valeur de marché. Aux termes de cette opération, Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) absorbe 80 % des pertes subies sur les prêts acquis. Compte non tenu de ces prêts durant les deux périodes, le solde brut des prêts douteux s'est établi à 2 801 millions, ce qui est inférieur aux 2 968 millions constatés à la fin du deuxième trimestre. Les prêts douteux découlant de l'acquisition n'ont pas été pris en compte dans les nouveaux prêts douteux indiqués ci-dessus.

La provision totale pour pertes sur créances s'établissait à 1 879 millions de dollars à la fin du trimestre, contre 1 885 millions au trimestre précédent. Les provisions sont constituées d'une provision spécifique de 577 millions et d'une provision générale de 1 302 millions. La provision générale vise à couvrir toute perte de valeur du portefeuille de crédit qui ne peut être associée à des prêts précis, et elle est réévaluée chaque trimestre. Les ventes de prêts douteux se sont situées à 13 millions pour le trimestre à l'étude, à 5 millions au deuxième trimestre de 2010 et à 40 millions au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure composé de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises et est bien diversifié. Les prêts aux particuliers et les prêts aux entreprises représentaient au total 86,1 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, contre 86,0 % au trimestre précédent et 78,7 % il y a un an. Les prêts garantis constituent environ 88,2 % du portefeuille total de prêts aux particuliers. Exclusion faite des prêts sur cartes de crédit, quelque 90,7 % des prêts aux particuliers sont garantis.

Aux États-Unis, le portefeuille de prêts aux particuliers totalise 14,8 milliards de dollars américains et comprend essentiellement trois grandes catégories d'actifs, soit des prêts hypothécaires de premier rang à l'habitation (33 %), des prêts sur valeur domiciliaire (33 %) et des prêts automobiles indirects (29 %). Ce portefeuille demeure soumis aux tensions qu'exerce le manque de vigueur des marchés de l'emploi et de l'habitation. Le marché immobilier commercial des États-Unis est toujours léthargique.

Pour ce qui est de la zone euro, les risques auxquels BMO est exposé en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne relèvent essentiellement de produits de financement du commerce international, de produits de prêts et de produits de négociation d'institutions financières. Au cours du trimestre à l'étude, il ne s'est produit aucun changement majeur dans les positions de BMO ou des entités de gestion de placements structurés qu'il gère les exposant à des risques dans cette zone. Les positions demeurent peu élevées, mais nous continuons de surveiller de près ce portefeuille.

Le cadre de gestion des risques de liquidité, de financement, de marché et d'assurance de BMO et les principales mesures de ces risques sont exposés aux pages 82 à 88 du Rapport annuel 2009.

L'ampleur des risques de liquidité et de financement n'a pas varié de façon significative durant le trimestre. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion de ces risques nous procure une situation de trésorerie des plus saines. À la fin du trimestre, le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total était de 34,6 % et les dépôts des clients et le capital représentaient 105,7 % du total des prêts, ayant baissé de 1,2 % et de 1,6 %, respectivement, depuis le deuxième trimestre de 2010. Notre vaste base de dépôts de clients ainsi que notre situation des plus solides en matière de capital réduisent nos besoins en financement de gros.

Au premier trimestre de 2010, des organismes de réglementation à l'échelle internationale ont publié, à des fins de consultation, des propositions sur la liquidité qui, si elles sont adoptées, se traduiront par une hausse des coûts de gestion des risques de liquidité et de financement. Au cours du deuxième trimestre, BMO et d'autres banques canadiennes ont transmis au BSIF des informations afin que ces organismes puissent évaluer les conséquences de leurs propositions. Vers la fin de juillet, ces

organismes ont publié une mise à jour de ces propositions, laquelle comporte plusieurs changements qui atténueront la hausse des coûts. Nous prévoyons que les organismes de réglementation à l'échelle internationale feront connaître leurs exigences finales et le plan de transition connexe plus tard au cours de la présente année civile.

Les expositions au risque lié à la valeur de marché de nos activités de négociation et de prise ferme ont diminué d'un trimestre à l'autre, ce qui a découlé essentiellement de la diminution du risque de taux d'intérêt, surtout dans le cas des portefeuilles évalués à la valeur de marché. Les autres facteurs de risque n'ont que peu changé. Nous n'avons apporté aucune modification importante à nos méthodes de gestion du risque inhérent à nos activités de négociation et de prise ferme durant le trimestre.

De plus, aucun changement majeur n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Le risque lié au revenu net structurel a diminué depuis la fin de l'exercice, en grande partie grâce à un recalibrage du modèle. Le profil de l'actif et du passif de BMO à la fin du trimestre fait en sorte que les hausses de taux d'intérêt favorisent le revenu net structurel et que leur baisse crée un risque lié à ce revenu.

De plus, aucun changement d'envergure n'est survenu, durant le trimestre, dans nos pratiques de gestion du risque ou dans les degrés de risque de nos activités d'assurance. Sur le plan de la gestion de l'actif et du passif, ces activités sont exposées avant tout au risque de taux d'intérêt. Elles sont également exposées, mais à un degré moindre, au risque lié aux titres de participation. Nos activités de réassurance couvrent également les pertes de biens causées par des catastrophes naturelles. Relativement à de telles catastrophes, la perte maximale pour tout exercice est plafonnée à moins de 75 millions de dollars.

La présente section sur la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2010	T2-2010	T3-2009	Cumul 2010	Cumul 2009
Nouvelles dotations à la provision spécifique	316	358	415	1 077	1 317
Reprises sur provisions établies précédemment	(57)	(69)	(23)	(149)	(57)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(45)	(40)	(35)	(131)	(103)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	214	249	357	796	1 157
Hausse de la provision générale	-	-	60	-	60
Dotation à la provision pour pertes sur créances	214	249	417	796	1 217

Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,50 %	0,59 %	0,81 %	0,62 %	0,83 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,50 %	0,59 %	0,94 %	0,62 %	0,88 %

Variation du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

SBPAD au début de la période	3 405	3 134	2 972	3 297	2 387
Augmentation des prêts et acceptations douteux	242	366	549	1 064	1 955
Augmentation (diminution) des prêts douteux découlant d'acquisitions	(110)	437	-	327	-
Diminution des prêts et acceptations douteux 2)	(129)	(242)	(233)	(636)	(272)
Radiations	(280)	(290)	(375)	(924)	(1 157)
SBPAD à la fin de la période 1)	3 128	3 405	2 913	3 128	2 913
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations (compte non tenu des acquisitions)	1,61 %	1,73 %	1,66 %	1,61 %	1,66 %
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations (compte tenu des acquisitions)	1,78 %	1,98 %	1,66 %	1,78 %	1,66 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances (compte non tenu des acquisitions)	11,47 %	12,50 %	12,74 %	11,47 %	12,74 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances (compte tenu des acquisitions)	12,81 %	14,34 %	12,74 %	12,81 %	12,74 %

1) Le SBPAD du T3-2010 comprend un montant de 327 millions de dollars (437 millions au T2-2010) lié au portefeuille des États-Unis acquis au T2-2010. Ces actifs ont été comptabilisés à la valeur de marché et, par conséquent, aucune provision n'a été inscrite à leur égard. Tous les prêts de ce portefeuille sont assujettis à une convention de partage des pertes aux termes de laquelle FDIC absorbe 80 % des pertes sur prêts.

2) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts aux particuliers qui n'ont pas été comptabilisées dans les nouveaux prêts douteux (187 millions de dollars au T3-2010, 204 millions de dollars au T2-2010 et 187 millions de dollars au T3-2009).

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010				Au	Au
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	30 avril 2010	31 octobre 2009
Risque lié aux produits de base	(0,2)	(0,3)	(0,4)	(0,2)	(0,2)	(0,7)
Risque lié aux actions	(6,0)	(6,6)	(10,1)	(5,2)	(5,3)	(10,2)
Risque lié au change	(2,3)	(2,6)	(5,1)	(0,7)	(3,4)	(0,8)
Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché) 1)	(7,0)	(8,6)	(14,3)	(6,6)	(11,0)	(18,4)
Diversification	5,6	6,5	n.s.	n.s.	7,5	11,4
Risque global	(9,9)	(11,6)	(14,9)	(8,7)	(12,4)	(18,7)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(2,8)	(4,1)	(4,9)	(2,8)	(4,9)	(7,3)
Risque lié à l'émetteur	(2,7)	(3,1)	(4,4)	(1,9)	(3,4)	(1,9)
Risque total lié à la valeur de marché	(15,4)	(18,8)	(22,7)	(15,2)	(20,7)	(27,9)

n.s. - non significatif

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

1) Les mesures excluent les titres transférés dans le portefeuille de titres disponibles à la vente.

Exposition du portefeuille structurel inscrit au bilan à la valeur de marché et volatilité du revenu net (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens)	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 octobre 2009
Exposition à la valeur de marché (avant impôts)	(553,1)	(560,2)	(543,2)
Volatilité du revenu net sur 12 mois (après impôts)	(55,3)	(54,2)	(69,0)

* Les pertes sont entre parenthèses. Elles sont mesurées selon un niveau de confiance de 99 %.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)* **

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir (après impôts)		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 octobre 2009
Hausse de 100 points de base	(415,7)	(381,6)	(353,2)	14,3	32,9	11,0
Baisse de 100 points de base	311,8	309,0	254,2	(25,8)	3,1	(75,6)
Hausse de 200 points de base	(876,2)	(816,1)	(779,2)	8,3	29,6	(10,6)
Baisse de 200 points de base	710,2	550,7	392,8	(17,2)	(6,5)	(62,9)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

** Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt donne lieu à une augmentation de 75 millions de dollars du revenu net après impôts et à une augmentation de 254 millions de la valeur économique avant impôts (82 millions et 240 millions de dollars, respectivement, au 30 avril 2010) pour les activités d'assurance de la Banque. Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt donne lieu à une diminution de 68 millions de dollars du revenu net après impôts et à une diminution de 260 millions de la valeur économique avant impôts (68 millions et 237 millions de dollars, respectivement, au 30 avril 2010). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenus, la direction évalue les résultats consolidés de BMO ainsi que les charges d'impôts sur les bénéfices connexes selon les PCGR. Nous évaluons le rendement des groupes d'exploitation et présentons leurs résultats ainsi que les impôts sur les bénéfices connexes sur une bic.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est comprimée de 5 millions de dollars depuis le troisième trimestre de 2009 et de 100 millions depuis le deuxième trimestre de 2010, pour s'établir à 107 millions. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre à l'étude a été de 13,4 %, comparativement à 16,4 % au troisième trimestre de 2009 et à 21,4 % au deuxième trimestre de 2010. La baisse du taux d'imposition effectif au cours du trimestre à l'étude a résulté essentiellement de la montée proportionnelle du revenu exonéré d'impôts et des recouvrements d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. En cumul annuel, la charge d'impôts sur les bénéfices a augmenté de 432 millions depuis un an et s'est établie à 491 millions, ce qui représente un taux effectif de 18,8 %, contre 4,7 % pour la même période de l'exercice précédent. La hausse du taux d'imposition effectif entre les neuf premiers mois de 2009 et la période correspondante du présent exercice a découlé essentiellement de la proportion moins élevée du revenu dégagé dans les territoires où les taux sont plus bas et de la baisse du revenu exonéré d'impôts.

BMO couvre le risque de change qui découle de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte découlant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé découlant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte généré par les opérations de couverture entraîne une charge ou une économie d'impôts sur les bénéfices durant la période en cours, ce qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti aux impôts sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge ou l'économie d'impôts qui découle d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture des investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéfices imputé aux capitaux propres de 45 millions de dollars pour le trimestre et à une charge d'impôts de 175 millions depuis le début de l'exercice. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010	T2-2010	T1-2010	T4-2009	T3-2009	T2-2009	T1-2009	T4-2008
Revenu total	2 907	3 049	3 025	2 989	2 978	2 655	2 442	2 813
Dotation à la provision pour pertes sur créances - spécifique	214	249	333	386	357	372	428	315
Dotation à la provision pour pertes sur créances - générale	-	-	-	-	60	-	-	150
Frais autres que d'intérêts	1 898	1 830	1 839	1 779	1 873	1 888	1 841	1 818
Revenu net	669	745	657	647	557	358	225	560
Résultat de base par action (en dollars)	1,13	1,27	1,12	1,12	0,97	0,61	0,39	1,06
Résultat dilué par action (en dollars)	1,13	1,26	1,12	1,11	0,97	0,61	0,39	1,06
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	1,88	1,88	1,85	1,73	1,74	1,55	1,51	1,71
Taux d'imposition effectif (%)	13,4	21,4	20,8	19,2	16,4	4,4	(41,0)	(9,2)
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,05	1,03	1,06	1,08	1,11	1,24	1,23	1,11
Revenu net :								
PE Canada	426	395	403	398	362	340	315	297
PE États-Unis	40	46	51	51	58	81	96	48
Services bancaires Particuliers et entreprises	466	441	454	449	420	421	411	345
Groupe Gestion privée	108	118	113	106	113	72	68	77
BMO Marchés des capitaux	130	260	214	260	310	188	115	255
Services d'entreprise, y compris T&O	(35)	(74)	(124)	(168)	(286)	(323)	(369)	(117)
BMO Groupe financier	669	745	657	647	557	358	225	560

Les tendances trimestrielles du revenu net de BMO sont examinées en détail aux pages 93 et 94 du Rapport annuel 2009. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats obtenus du quatrième trimestre de 2008 au troisième trimestre de 2010, inclusivement.

Au cours du deuxième trimestre de 2010, nous avons repéré des moyennes entreprises américaines clientes qui pouvaient bénéficier d'un modèle de services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO Marchés des capitaux à PE États-Unis. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter l'incidence de ce transfert et le mode de présentation adopté pour le trimestre à l'étude.

Des éléments notables ont eu une incidence sur les revenus de BMO Marchés des capitaux en 2008 ainsi qu'en 2009. Les résultats de la période allant du quatrième trimestre de 2008 au quatrième trimestre de 2009, inclusivement, tenaient compte de charges liées à la détérioration des marchés financiers, charges qui ont été peu importantes dans la dernière moitié de 2009. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont été excellents en 2009 puisque les conditions de négociation étaient alors très bonnes. Au cours du premier trimestre de 2010, une volatilité moins prononcée et le repli des marges ont affaibli les revenus de négociation, mais les activités de banque d'investissement se sont intensifiées. Les résultats des activités de négociation se sont améliorés au deuxième trimestre de 2010 et, dans l'ensemble, les résultats ont été meilleurs, même si les activités de banque d'investissement ont ralenti. Ces résultats ont grandement baissé au troisième trimestre de 2010 en raison surtout des conséquences négatives de l'augmentation des écarts de taux, du repli des marges sur négociation et d'occasions moins nombreuses sur les marchés.

PE Canada a continué de bénéficier de la forte croissance des volumes depuis 2009, et la part de marché de plusieurs de ses unités clés s'est accrue. Au cours des neuf premiers mois de 2010, PE Canada a encore affiché un très bon rendement, ayant enregistré de fortes hausses des revenus tirés de la plupart de ses produits et haussé sa marge nette d'intérêts. Les résultats reflètent également l'acquisition, au premier trimestre de 2010, de la franchise de Diners Club.

PE États-Unis évolue dans un contexte économique difficile depuis 2007, et l'incidence des prêts douteux, laquelle diminue les revenus et augmente les frais, a pesé de plus en plus lourd sur ses résultats en 2009 et en 2010. Le contexte économique actuel a également entraîné une baisse du recours à des prêts, ce qui a freiné l'essor des revenus et a réduit le revenu net. Les résultats que PE États-Unis a enregistrés au quatrième trimestre de 2008 ont été affaiblis par la phase finale de l'intégration des acquisitions au Wisconsin. Au cours du deuxième trimestre de 2010, nous avons annoncé l'acquisition de certains actifs et la prise en charge de certains passifs d'une banque située à Rockford, en Illinois, auprès de FDIC. Cette opération, d'une grande importance stratégique, stimulera notre croissance en nous dotant d'établissements de qualité et d'une bonne clientèle, et elle a étendu notre réseau de succursales dans des villes du nord de l'Illinois et du sud du Wisconsin, régions où notre présence en tant que fournisseur de services bancaires aux entreprises est solide et de plus en plus imposante.

Les résultats du groupe Gestion privée témoignent d'une baisse du revenu net au quatrième trimestre de 2008, période où la croissance des revenus a ralenti par suite de la diminution des actifs sous gestion et sous administration qu'a engendrée une conjoncture fort difficile. Les niveaux de ces actifs sont demeurés faibles dans la première moitié de 2009, mais se sont quelque peu redressés au cours du semestre qui a suivi ainsi que dans les neuf premiers mois de 2010 grâce au raffermissement des marchés boursiers. Les charges associées aux mesures prises pour aider certains de nos clients des États-Unis à composer avec la dérive des marchés financiers ont affaibli les résultats du quatrième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009. Depuis le deuxième trimestre de 2009, les résultats tiennent compte de ceux de BMO Société d'assurance-vie. Au troisième trimestre de 2009, les résultats des activités d'assurance tiennent compte d'un recouvrement d'impôts sur les bénéficiaires de périodes antérieures de 23 millions de dollars. Les résultats du plus récent trimestre indiquent que la croissance de la majeure partie de nos unités se poursuit. Dans le cas de celles d'assurance, l'avantage de la montée des primes nettes a été plus qu'annulé par les conséquences des fluctuations défavorables des taux d'intérêt et des marchés boursiers sur les passifs attribuables aux titulaires de police.

Les résultats des Services d'entreprise se sont améliorés dans la première moitié de 2009 en raison de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances et de l'amélioration des revenus. Les résultats des neuf premiers mois de 2009 ont été touchés par le recul des revenus lié au portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs, ce qui a résulté des conséquences de l'évolution des taux d'intérêt du marché, et lié à l'incidence des activités de financement qui ont rehaussé notre situation de trésorerie, déjà excellente, cette incidence ayant diminué au fil du temps en raison des mesures instaurées par la direction et de conditions de marché plus stables. Les résultats ont également été touchés par des charges de 118 millions de dollars au titre des indemnités de licenciement au deuxième trimestre de 2009 et par une hausse de 60 millions de la provision générale pour pertes sur créances au troisième trimestre de 2009.

Le dollar américain s'est déprécié dans la seconde moitié de 2009 ainsi que dans les six premiers mois de l'exercice 2010, mais il s'est renforcé au cours du trimestre à l'étude. Un dollar américain plus faible diminue les valeurs, après conversion, des revenus et des frais de BMO qui sont libellés dans cette devise.

Bilan

L'actif total, qui se chiffre à 397,4 milliards de dollars, a augmenté de 8,9 milliards depuis le 31 octobre 2009. La dépréciation du dollar américain a réduit de 4,7 milliards, après conversion, les actifs libellés en dollars américains. L'accroissement de 8,9 milliards reflète la hausse des valeurs mobilières (8,5 milliards), du solde net des prêts et acceptations (5,7 milliards), de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques (4,9 milliards) et des autres actifs (1,5 milliard). Ces éléments ont été contrebalancés en partie par le recul des titres pris en pension ou empruntés (11,7 milliards).

La hausse de 8,5 milliards de dollars des valeurs mobilières a découlé essentiellement d'augmentations de 7,2 milliards des titres détenus à des fins de négociation et de 1,6 milliard de ceux disponibles à la vente. L'augmentation des titres détenus à des fins de négociation traduit l'intensification des activités ayant trait à l'émission de billets liés à des titres de participation et à des swaps sur rendement total, ce qui a accru les positions en actions sous-jacentes ainsi que les positions en titres, garantis ou non, qu'ont émis des administrations publiques.

La progression de 5,7 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations a découlé d'une hausse de 4,6 milliards des prêts aux particuliers et de 1,6 milliard des prêts hypothécaires à l'habitation. L'essor des prêts indiqué ci-dessus, prêts qui tiennent compte des soldes de 1,5 milliard découlant de l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois, ainsi que des prêts de 1,0 milliard résultant de l'acquisition de Diners Club, a été contrebalancé en partie par une baisse de 0,5 milliard des prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques. Cette baisse est essentiellement imputable au fait que les prêts à de grandes entreprises du Canada et des États-Unis ont reculé, les emprunteurs ayant réduit l'utilisation de leurs facilités de crédit.

L'accroissement de 4,9 milliards de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques est imputable à l'essor de l'encaisse investie à court terme auprès de la Réserve fédérale des États-Unis par suite de la progression des dépôts et du recul des soldes de prêts.

Le repli de 11,7 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés s'explique par des activités de négociation moins intenses. Ce ralentissement a résulté de la baisse de l'endettement sur le marché et de la réduction de diverses positions fort importantes de clients.

Le passif et les capitaux propres se sont accrus de 8,9 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2009. Le recul du dollar américain a réduit de 4,7 milliards, après conversion, les passifs libellés dans cette monnaie. La hausse de 8,9 milliards reflète surtout l'accroissement des dépôts (6,6 milliards), des titres vendus à découvert (6,4 milliards) et des capitaux propres (1,0 milliard), ce qui a été contrebalancé en partie par des diminutions de 4,1 milliards des titres mis en pension ou prêtés, de 0,5 milliard de la dette subordonnée et de 0,3 milliard des titres d'une fiducie de capital.

Les dépôts des particuliers, qui représentent 41 % ou 99,6 milliards de dollars du total des dépôts, ont augmenté de 0,2 milliard, ou de 1,2 milliard en monnaie d'origine, et tiennent compte du montant de 1,6 milliard ajouté par suite de l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui constituent 51 %

ou 123,9 milliards du total des dépôts, se sont accrus de 10,1 milliards, afin de financer l'essor des titres détenus à des fins de transaction et de remplacer les dépôts des banques venant à échéance. Les dépôts des banques, qui forment les 8 % restants ou 19,3 milliards du total des dépôts, ont baissé de 3,7 milliards.

La hausse nette des titres vendus à découvert est attribuable à l'intensification des activités de négociation pour le compte de clients en raison des occasions que recelaient les marchés.

La diminution de la dette subordonnée est le résultat du remboursement, au premier trimestre, de la totalité de nos billets à moyen terme, série C, tranche 1 à 4,0 % qui étaient en cours.

La baisse des titres d'une fiducie de capital a résulté du rachat, durant le trimestre à l'étude, de la totalité des BoaTS BMO – série A qui étaient en circulation.

L'accroissement de 1,0 milliard de dollars des capitaux propres reflète principalement l'augmentation des bénéfices non répartis et l'émission d'actions ordinaires dans le cadre de notre programme de réinvestissement des dividendes ainsi que l'exercice d'options sur actions, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse du cumul des autres éléments de la perte étendue.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont présentées dans le tableau 20 figurant à la page 106 du Rapport annuel 2009. Aucun changement important dans les obligations contractuelles n'est survenu hors du cours normal des activités.

Gestion du capital

Au 31 juillet 2010, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établissait à 13,55 %, le capital de première catégorie se situant à 21,2 milliards de dollars et l'actif pondéré en fonction des risques, à 156,6 milliards. Ce ratio demeure solide et a augmenté de 28 points de base en regard de 13,27 % au 30 avril 2010 et de 131 points de base en comparaison des 12,24 % qu'il affichait au 31 octobre 2009, ce qui a découlé de la hausse du capital et de la baisse de l'actif pondéré en fonction des risques.

Notre excellente situation en matière de capital nous procure une marge de manœuvre dans l'exécution de nos stratégies visant la croissance et nous permettra de nous conformer aux changements réglementaires qui pourraient être apportés et d'adopter les Normes internationales d'information financière (IFRS) dans les années à venir (voir le paragraphe traitant du passage aux IFRS dans la section Changements comptables pour d'autres détails à ce sujet). Dans des communiqués de presse diffusés en décembre 2009 et en juillet 2010, des organismes de réglementation à l'échelle internationale ont proposé des changements aux exigences en matière de capital réglementaire. Afin de se conformer aux nouvelles exigences, les banques devront détenir un capital plus élevé que celui que requièrent actuellement ces organismes. Il est prévu que ceux-ci fixeront leurs exigences finales et le plan de transition connexe plus tard au cours du présent exercice.

La progression de 749 millions de dollars du capital de première catégorie depuis le 31 octobre 2009 est essentiellement attribuable à la hausse des bénéfices non répartis ainsi qu'à l'émission d'actions ordinaires aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et à l'exercice d'options sur actions. Ces facteurs ont été atténués par le rachat, d'un montant de 350 millions, des titres d'une fiducie de capital – série A (« BOaTS BMO ») qui a été réalisé en juin.

L'actif pondéré en fonction des risques a baissé de 10,6 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2009 en raison surtout des conséquences de la dépréciation du dollar américain et de la diminution de cet actif lié aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, ce qui a été atténué par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques qui est lié aux prêts à la clientèle de détail. En regard du deuxième trimestre, l'actif pondéré en fonction des risques a fléchi de 2,5 milliards, ce qui traduit surtout la diminution de cet actif lié aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises et d'autres actifs exposés au risque de crédit.

Le ratio du capital total de BMO s'établissait à 16,10 % au 31 juillet 2010. Ce ratio a augmenté de 123 points de base par rapport à 14,87 % au 31 octobre 2009. Le capital total a monté de 343 millions de dollars pour s'établir à 25,2 milliards en raison surtout de l'augmentation du capital de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus, ce qui a été atténué par un remboursement de 500 millions sur la dette subordonnée en janvier. Notre ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques a été de 10,39 %, ayant progressé de 118 points de base par rapport à 9,21 % à la fin de l'exercice 2009.

Au cours du trimestre, 2 745 000 actions ordinaires ont été émises aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions. Pendant ces trois mois, nous n'avons racheté aucune action ordinaire de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires.

Le 24 août 2010, nous avons annoncé que le Conseil d'administration de BMO avait déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalant à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent. Ce dividende doit être versé le 26 novembre 2010 aux actionnaires inscrits le 1^{er} novembre 2010. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires de BMO. À l'heure actuelle, il est prévu que les actions ordinaires achetées aux termes de ce régime seront émises sans qu'un escompte ne soit accordé sur le prix moyen du marché des actions ordinaires (terme défini dans le Régime).

La présente section sur la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Capital réglementaire admissible

Accord de Bâle II sur le capital réglementaire et actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars canadiens)		
	T3-2010	T4-2009
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18 270	17 132
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 571	2 571
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 543	2 907
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	23	26
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 627)	(1 569)
Cumul des pertes nettes non réalisées après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	-	(2)
Capital net de première catégorie	21 780	21 065
Déductions liées à la titrisation	(169)	(168)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	-	(61)
Investissements importants	(400)	(374)
Capital de première catégorie rajusté	21 211	20 462
Dette subordonnée	3 747	4 236
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul des gains nets non réalisés après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	9	-
Provision générale pour pertes sur créances admissibles	385	296
Total du capital de deuxième catégorie	4 941	5 332
Déductions liées à la titrisation	(26)	(7)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	-	(60)
Investissements importants/placements dans des filiales du secteur de l'assurance	(924)	(868)
Capital de deuxième catégorie rajusté	3 991	4 397
Capital total	25 202	24 859

Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars canadiens)		
	T3-2010	T4-2009
Risque de crédit	132 031	143 098
Risque de marché	5 514	6 578
Risque opérationnel	19 034	17 525
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	156 579	167 201

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 18 août 2010		Nombre d'actions ou montant en dollars
Actions ordinaires		562 898 000
Actions privilégiées de catégorie B		
Série 5		200 000 000 \$
Série 13		350 000 000 \$
Série 14		250 000 000 \$
Série 15		250 000 000 \$
Série 16		300 000 000 \$
Série 18		150 000 000 \$
Série 21		275 000 000 \$
Série 23		400 000 000 \$
Convertibles en actions ordinaires		
Actions privilégiées de catégorie B 1)		
Série 10	\$US	300 000 000 \$
Options sur actions		
– droits acquis		8 273 000
– droits non acquis		7 714 000

1) Les actions privilégiées convertibles pourront être échangées au prorata contre des actions ordinaires à des dates précises sur une base de 95 % du prix de négociation moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant quatre jours avant la date de l'échange. La note 21 afférente aux états financiers vérifiés, aux pages 144 et 145 du Rapport annuel 2009, traite en détail du capital-actions.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005, comme étant des « dividendes admissibles ».

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers, à des taux attractifs. Si ces cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que notre coût des fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes aurait également d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 afférente à nos états financiers consolidés annuels.

Les cotes de crédit de la dette de premier rang de BMO sont demeurées inchangées durant le trimestre, et des perspectives stables y sont rattachées. Les quatre cotes sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et sont les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa2 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's. La section qui traite des points saillants des résultats financiers et qui se trouve dans les premières pages de ce document donne également des détails sur ces cotes de crédit.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons certains services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous proposons à nos employés un éventail précis de produits de prêts hypothécaires et autres prêts qui sont assortis des taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options sur actions et les unités d'actions différées qui sont attribuées aux administrateurs ainsi que les contrats de prêt à taux réduit conclus avec les dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 28 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 156 de notre Rapport annuel 2009.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables, lesquels sont décrits à la page 70 de notre Rapport annuel 2009 et aux notes 4 et 6 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. La section qui porte sur les instruments financiers désignés donne plus de détails sur les changements importants de nos arrangements hors bilan survenus au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010.

Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes à nos états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2009 renferment un résumé de nos principales conventions comptables.

Le Rapport annuel 2009 contient, aux pages 71 à 73, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement

incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.

Instruments financiers désignés

Les pages 65 à 69 du Rapport annuel 2009 de BMO présentent de l'information supplémentaire sur certains instruments financiers qui, à compter de 2008, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Nos prêts aux particuliers, incluant notre exposition restreinte aux prêts hypothécaires à haut risque et aux prêts hypothécaires Alt-A de premier rang, sont décrits dans notre Rapport annuel. Bien que nos prêts hypothécaires en souffrance aux États-Unis aient augmenté, leur évolution a été négligeable par rapport à l'ensemble de nos actifs et le risque que posent ces prêts n'est que légèrement supérieur à ce qu'il était au 31 octobre 2009 et au 30 avril 2010.

Au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice, il ne s'est produit aucun changement majeur dans notre exposition aux prêts à levier financier, aux assureurs spécialisés, aux sociétés d'instruments dérivés de crédit ainsi qu'à d'autres instruments financiers précis, dont les titres garantis par des créances, ni dans le degré de risque qui y est associé.

Le Rapport annuel et la note 4 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints donnent des détails sur notre exposition aux entités de titrisation soutenues par BMO, dont des entités de titrisation de la Banque, des entités de titrisation canadiennes des clients, une entité de titrisation américaine des clients et une entité canadienne de protection de crédit. On y trouve également des renseignements sur notre exposition à deux entités de gestion de placements structurés que nous gérons. Exception faite de ce qui est décrit ci-dessous, il ne s'est produit, au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice, aucun changement majeur dans notre exposition à ces entités ni dans le degré de risque auquel elles nous exposent.

BMO a fourni à l'entité de titrisation américaine des clients des facilités de soutien de trésorerie, facilités sur lesquelles aucun montant n'a été prélevé et qui totalisent 4,0 milliards de dollars américains, comparativement à 5,7 milliards de dollars américains au 31 octobre 2009. Leur baisse a découlé essentiellement de remboursements d'emprunts, de la résiliation de certaines facilités de crédit de l'entité et du fait que, dans la première moitié de l'exercice, BMO a financé directement certains comptes d'entreprise de cette entité.

Le montant prélevé sur les facilités de soutien de trésorerie que BMO a consenties aux entités de gestion de placements structurés était passé à 4,8 milliards de dollars américains et à 513 millions d'euros à la fin du trimestre, contre 5,8 milliards de dollars américains et 597 millions d'euros à la fin de l'exercice 2009. Ces baisses ont découlé des ventes et des échéances d'actifs.

Faits nouveaux concernant la législation américaine

Le 21 juillet 2010, le président Obama a promulgué la loi américaine intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*. Cette loi est d'une vaste portée et nous sommes actuellement en voie d'évaluer quelles répercussions elle aura sur nos activités. Des règlements devront être établis à l'égard de nombreux aspects de cette loi, ce qui prendra plusieurs années. C'est pourquoi il est difficile pour le moment d'en estimer l'incidence financière sur nos activités et sur le secteur financier en général. Nous prévoyons une hausse des coûts de conformité et veillerons à gérer la complexité et l'étendue des changements réglementaires. La « taxe sur la responsabilité de la crise financière » que l'administration Obama propose d'imposer aux institutions financières américaines dont les actifs dépassent une certaine limite a été ignorée dans la loi précitée. Selon les propositions annoncées, certains, sinon la totalité, de nos établissements américains pourraient être assujettis à cette taxe. Pour l'heure, il est incertain que cette taxe sera entérinée par la loi dans sa forme actuelle ni même qu'elle le sera.

Changements comptables

Passage aux Normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues d'établir leurs états financiers selon les IFRS, publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le 1^{er} novembre 2011, nous adopterons les IFRS comme référentiel pour la préparation de nos états financiers consolidés. Nous présenterons nos résultats financiers du trimestre se terminant le 31 janvier 2012 conformément aux IFRS. Nous fournirons également des données comparatives établies selon les IFRS, dont un bilan d'ouverture au 1^{er} novembre 2010.

Plan de transition aux IFRS et état d'avancement

Pour satisfaire aux exigences relatives au passage aux IFRS, nous avons élaboré un projet à l'échelle de l'organisation et formé un comité de direction. Notre plan de transition comporte trois étapes, soit l'examen et l'évaluation diagnostiques servant à définir les différences potentielles entre les IFRS et les conventions actuelles, la mise en œuvre des IFRS et la formation, ce qui signifie notamment confirmer les différences réelles entre ces normes et celles actuellement en vigueur, et la réalisation de tous les changements d'intégration relativement aux différences cernées.

Étape I : Examen et évaluation diagnostiques

Le principal objectif de l'étape I était une analyse exhaustive des exigences des IFRS en vue de leur comparaison avec les conventions comptables que suit la Banque afin d'établir les différences éventuelles. Cette analyse a permis de délimiter l'étendue des travaux requis et d'élaborer un plan de mise en œuvre détaillé, dont l'échéancier des travaux et les besoins en ressources.

État d'avancement

Un plan de mise en œuvre détaillé a été conçu et approuvé en 2009 par le comité de direction de la transition aux IFRS. Les différences potentielles entre les IFRS et les conventions comptables que suit actuellement la Banque ont toutes été consignées.

Étape II : Mise en œuvre et formation

Les principales composantes de l'étape II englobent la confirmation des différences entre les IFRS et les conventions actuelles, la sélection des conventions autorisées par les IFRS, la définition et l'instauration des changements requis aux procédés existants de présentation de l'information financière et de collecte des données ainsi qu'à la technologie, l'évaluation des conséquences pour le contrôle interne à l'égard de l'information financière et sa présentation, la conception et la mise en œuvre d'une solution informatique permettant de faire un suivi et d'enregistrer les renseignements financiers établis selon les IFRS au cours de l'exercice 2011 et à des fins de comparaison, la mise au point et la conduite de programmes internes de formation et de sensibilisation afin d'assurer le degré requis de compétences et de gouvernance en matière de présentation de l'information financière. Les activités de l'étape II devraient être parachevées en quasi-totalité au cours du premier trimestre de 2011.

État d'avancement

Confirmation des différences réelles et exigences en matière de mise en œuvre

Les activités de mise en œuvre ont été réparties en champs de travaux (25 au total). Nous avons pour ainsi dire terminé neuf d'entre eux, soit ceux portant sur les immobilisations corporelles, les contrats de location, la rémunération à base d'actions, les actifs incorporels, la constatation des revenus, la conversion des devises, le résultat par action, les coûts des emprunts et les immeubles de placement. Ces travaux n'ont révélé aucune différence majeure par rapport aux méthodes comptables qu'emploie actuellement BMO. Des détails sur le déroulement des champs de travaux associés aux principaux changements comptables sont donnés ci-après.

Selon le plan de transition, tous les champs de travaux devraient être parachevés en quasi-totalité d'ici le premier trimestre de 2011. Nous continuons cependant de surveiller de près les travaux de l'IASB sur les changements aux IFRS existantes et d'ajuster notre plan en fonction de ceux-ci. Le Rapport annuel 2009 contient, à la page 73, des informations sur les projets de l'IASB concernant des modifications futures aux IFRS existantes, dont certaines porteront sur des questions qui, le jugeons-nous, pourraient nécessiter des changements comptables. Les lecteurs sont priés de prendre connaissance de ces informations.

Établissement des différences entre les conventions comptables que suit actuellement la Banque et celles requises par les IFRS

D'après notre analyse à ce jour, les principaux changements comptables attribuables à l'adoption des IFRS toucheront la titrisation d'actifs, la consolidation ainsi que les prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs. Les IFRS qui portent sur ces questions diffèrent des conventions comptables actuelles de BMO, ce qui devrait sans doute avoir des répercussions sur le bilan et l'état des résultats de la Banque. Ces répercussions se manifesteront également au chapitre de nos ratios de capital. Le BSIF a publié un avis concernant les IFRS qui permet l'instauration graduelle, en cinq trimestres, du rajustement des bénéfices non répartis découlant de la première application de certaines IFRS aux fins du calcul de divers ratios. Une dispense transitoire eu égard à l'incidence sur le ratio actif au capital sera également offerte et permettra d'ignorer l'incidence de la

constatation au bilan de tout prêt hypothécaire vendu aux termes de programmes de la SCHL jusqu'au 31 mars 2010 et qui, selon les conventions actuelles, n'est pas inscrit au bilan de la Banque. Nous pourrions déceler d'autres différences importantes avant l'adoption des IFRS.

Titrisation d'actifs

Les critères de décomptabilisation de l'IFRS qui porte sur les instruments financiers (IAS 39) pourraient exiger la présentation, au bilan, de prêts que nous vendons à des entités ou à des fiducies (entités de titrisation) hors bilan. Actuellement, nous retirons du bilan des prêts qui sont considérés comme vendus aux fins comptables et constatons dans les revenus de titrisation les gains s'y rapportant au moment de la vente. Au moment de la transition, tout prêt vendu à une entité ou une fiducie hors bilan devant être constaté au bilan selon les IFRS donnera lieu à une hausse de l'actif et du passif figurant dans cet état et pourrait diminuer les bénéfices non répartis en raison de la contrepassation du gain sur la vente déjà porté aux résultats. Au lieu du gain sur la vente, les intérêts et droits touchés auprès des clients, déduction faite du rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, seront constatés dans le revenu net d'intérêts au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des créances titrisées. Les pertes sur créances seront prises en compte dans la dotation à la provision pour de telles pertes. Toute répercussion, sur nos ratios de capital, d'une baisse éventuelle des bénéfices non répartis serait atténuée par la dispense transitoire décrite dans l'avis du BSIF au sujet des IFRS. Nous avons prévu que les nouvelles exigences comptables relativement à la titrisation d'actifs seraient en vigueur au moment de notre transition aux IFRS et avons procédé à notre analyse en tenant compte de ces exigences. Au cours du trimestre, l'IASB a annoncé qu'elle suspendait temporairement son projet de révision des critères de décomptabilisation actuels. Par conséquent et à moins que l'IASB redémarre ce projet sous peu, les critères de décomptabilisation énoncés dans l'IAS 39 seront toujours en vigueur au moment où nous adopterons les IFRS. Ainsi, nous effectuons maintenant notre analyse en nous fondant sur les exigences des IFRS existantes et prévoyons en arriver à des conclusions définitives au cours du quatrième trimestre de 2010.

Consolidation

Les exigences de l'IFRS qui porte sur les états financiers consolidés et individuels (IAS 27) pourraient influencer sur la comptabilisation de certaines entités à détenteurs de droits variables (EDDV) que la Banque soutient. Aux termes des IFRS, une entité doit consolider une EDDV lorsqu'il est présumé qu'elle la contrôle, selon les critères énoncés dans l'IAS 27. Actuellement, nous consolidons les EDDV si, en raison de nos investissements dans celles-ci ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de devoir assumer la majorité de leurs pertes prévues ou avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, ou les deux. Nous sommes actuellement en voie d'analyser toutes nos EDDV afin d'établir s'il nous faudra les consolider aux termes des IFRS. Si nous concluons qu'une telle consolidation est nécessaire, cela augmentera l'actif et le passif et diminuera les bénéfices non répartis dans la mesure où nos passifs dépasseront nos actifs au 1^{er} novembre 2010. Les conséquences sur nos ratios de capital seraient atténuées par la dispense transitoire énoncée dans l'avis du BSIF. Nous nous

attendons à ce que les nouvelles exigences comptables relatives à la consolidation soient en vigueur au moment de la transition aux IFRS et procédions à une analyse en tenant compte de ces exigences. Cependant, par suite de changements au plan de travail de l'IASB, nous effectuons notre analyse en nous appuyant sur les exigences des IFRS existantes et prévoyons en tirer des conclusions définitives au quatrième trimestre de 2010.

L'IASB est censée publier de nouvelles normes de consolidation entre le quatrième trimestre de l'année civile 2010 et le premier trimestre de 2011. La date à laquelle leur adoption sera requise n'est pas encore connue. Cependant, il est probable que les normes de consolidation actuelles seront toujours en vigueur au moment où la Banque passera aux IFRS en 2012.

Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

Aux termes de l'IFRS qui porte sur les avantages sociaux (IAS 19), nous continuerons de constater dans la charge de retraite le coût des prestations constituées durant l'exercice ainsi que les intérêts débiteurs de l'obligation, déduction faite du rendement prévu des actifs. L'IFRS offre alors deux options pour la comptabilisation des gains ou pertes non réalisés et liés aux marchés sur les actifs des caisses de retraite et de l'incidence des changements de taux d'actualisation sur les obligations aux termes des régimes de retraite (« montants liés au marché »). Nous pouvons comptabiliser ces montants liés au marché directement dans les capitaux propres ou les reporter dans notre bilan et amortir ceux qui représentent plus de 10 % des soldes de nos actifs ou de nos passifs au titre des prestations par voie d'imputations à la charge de retraite, et ce, sur une période d'environ 12 ans, comme nous le faisons actuellement. Au moment de la transition aux IFRS, nous devons également soit recalculer la charge depuis l'entrée en vigueur des régimes comme si nous avions toujours appliqué l'IAS 19, soit inscrire tout montant lié au marché au 1^{er} novembre 2010 directement dans les bénéfices non répartis (comptabilité « nouveau départ »). Nous n'avons pas encore décidé ce que nous ferons. Si nous choisissons d'imputer aux bénéfices non répartis tout gain ou perte lié au marché et reporté au moment de la transition, le rajustement sera fondé sur l'évaluation actuarielle au 1^{er} novembre 2010. La dispense transitoire accordée aux termes de l'avis du BSIF concernant les IFRS atténuerait les répercussions pour nos ratios de capital.

IFRS 1 – Première application des IFRS

L'IFRS 1 est une norme de présentation de l'information financière qui établit le cadre de la transition aux IFRS. Le principe général qui sous-tend l'IFRS 1 est l'application rétroactive de ces normes de sorte que le bilan d'ouverture des états financiers de l'exercice de comparaison soit retraité comme si la Banque avait toujours appliqué les IFRS. Cependant, l'IFRS 1 prescrit certaines exceptions obligatoires et autorise certaines exemptions facultatives à l'application rétroactive de l'ensemble de ces normes. Les exceptions obligatoires portent notamment sur la comptabilité de couverture. Nous n'analyserons pas nos résultats passés afin d'établir si nous respectons ou non les exigences de la comptabilité de couverture selon les IFRS avant la transition. Tant que nous nous y conformerons en date du 1^{er} novembre 2010, nous pourrions continuer d'appliquer ce mode de comptabilité de manière continue. Nous sommes actuellement

en voie d'évaluer les exemptions facultatives aux termes de l'IFRS 1, exemptions dont les plus importantes sont les suivantes :

Regroupements d'entreprises

L'IFRS qui porte sur les regroupements d'entreprises (IFRS 3) renferme des recommandations sur l'évaluation et la constatation des regroupements d'entreprises qui diffèrent de celles en vigueur aux termes des PCGR du Canada. L'IFRS exige que tous les frais connexes à l'acquisition et à la restructuration soient passés en charges. Les PCGR du Canada autorisent l'inscription au bilan de certains de ces frais. De plus, lorsque la contrepartie est versée au vendeur sous forme d'actions émises par l'acquéreur, elle est évaluée en fonction du cours des actions à la date de clôture alors que selon les PCGR du Canada, il faut utiliser le cours des actions pendant une période raisonnable avant et après la date à laquelle les modalités de l'acquisition sont convenues et annoncées. Ces différences pourraient influencer sur la répartition du coût d'acquisition, incluant le montant de l'écart d'acquisition constaté.

L'IFRS 1 autorise l'application des exigences de l'IFRS 3 aux acquisitions d'entreprises réalisées après la transition aux IFRS (soit le 1^{er} novembre 2010) ou de manière rétroactive à partir de la date de notre choix. Si nous choisissons d'adopter et d'appliquer l'IFRS 3 de manière rétroactive, nous devons retraiter toutes les acquisitions antérieures et conclues entre la date que nous choisirons et la date de transition.

Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

Tel qu'il est indiqué précédemment, l'IFRS 1 permet de constater directement dans les bénéfices non répartis tout gain ou perte non réalisé à la date de transition et établi selon les PCGR du Canada. L'autre option est l'application rétroactive de la totalité des exigences des IFRS.

Écarts de conversion

L'IFRS 1 permet d'imputer aux bénéfices non répartis les pertes de change des établissements étrangers qui sont incluses dans le cumul des autres éléments de la perte étendue. L'autre option, soit le retraitement rétroactif, exigerait une analyse historique détaillée permettant de recalculer les écarts de conversion conformément aux IFRS.

Nous n'avons pas encore décidé si nous nous prévaudrons ou non des exemptions facultatives à l'application rétroactive qu'autorise l'IFRS 1.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière et présentation

Nous avons déterminé que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière et nos contrôles et procédures de communication de l'information ne seront pour ainsi dire pas touchés par le passage aux IFRS. Les répercussions se limiteront essentiellement à la mise au point de contrôles internes pour le suivi et la communication de l'information selon les IFRS pour l'exercice de comparaison, aux changements éventuels au traitement comptable des EDDV et des prêts titrisés de la Banque et à la présentation de certains renseignements supplémentaires dans les notes afférentes aux états financiers. Les changements requis feront l'objet d'une attention particulière au cours de la troisième et dernière étape de la transition, laquelle débutera au premier trimestre de 2011.

Activités commerciales

Au fil de nos activités de mise en œuvre, nous évaluons constamment si la transition aux IFRS influera sur nos activités commerciales, ce qui signifie entre autres analyser les conventions de prêt et les ratios exigés par leurs clauses restrictives lorsque nos clients emprunteurs sont en voie d'adopter eux aussi les IFRS. Jusqu'à présent, nous n'avons cerné aucune conséquence importante que pourrait avoir l'adoption des IFRS sur nos activités commerciales.

Technologies de l'information

Nous avons terminé l'évaluation détaillée de notre architecture technologique relative à l'information financière et avons conclu qu'aucun changement important ne sera nécessaire par suite de notre transition aux IFRS. Nous avons mis au point une solution technologique, à savoir un outil servant à la présentation de données correspondantes, qui nous permettra de faire un suivi des informations financières selon les IFRS durant l'exercice de comparaison. Cet outil n'exigera aucune modification importante à nos systèmes de présentation des informations financières et fait actuellement l'objet d'une mise à l'essai. Il sera opérationnel d'ici le premier trimestre de 2011. Les rajustements liés aux IFRS pour l'exercice de comparaison 2011 seront apportés à nos principaux systèmes financiers au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2012.

Compétences et gouvernance en matière de présentation des informations financières

Un programme interne de formation sur les IFRS a été mis de l'avant en 2009 afin d'assurer que notre personnel ait les compétences requises lorsque nous commencerons à présenter des renseignements selon les IFRS et qu'une structure de gouvernance soit alors en place. En 2009, des séances de formation technique détaillée ayant trait aux résultats des travaux de l'étape I ont été tenues à l'intention de tous les membres des services de la comptabilité et des finances ainsi que de certains autres groupes fonctionnels dans l'entreprise qui pourraient être touchés par la transition aux IFRS. Nous avons également commencé, en 2009, à dispenser des programmes de formation et de sensibilisation à notre personnel responsable du crédit qui se doit de comprendre l'incidence des IFRS sur les affaires de nos clients emprunteurs qui sont en voie d'adopter eux aussi les IFRS. Des séances de mise à jour technique ont également été tenues au cours des deuxième et troisième trimestres de 2010 à l'intention de la majeure partie du personnel des services de la comptabilité et des finances de la Banque. D'autres séances destinées au reste du personnel de ces services sont prévues au quatrième trimestre de 2010. Des séances de formation trimestrielles portant sur des sujets précis relevant des IFRS ont été tenues à l'intention du Comité de vérification de la Banque en 2009 ainsi qu'au cours des trois premiers trimestres de 2010.

Étape III : Réalisation des changements d'intégration

Nous sommes en voie d'élaborer le plan détaillé de la troisième et dernière étape de la transition, à savoir la réalisation de tous les changements d'intégration, laquelle devrait débuter en 2011. Ce plan englobera l'élaboration des contrôles et procédures nécessaires au retraitement du bilan d'ouverture de 2011 et des résultats financiers selon les IFRS en vue de la conversion à ces normes à l'exercice 2012, le choix définitif des options quant aux

méthodes qu'autorisent les IFRS, notamment la possibilité de ne pas appliquer certaines IFRS de manière rétroactive, l'élaboration de plans de communication avec nos parties prenantes internes et externes et l'évaluation des conséquences sur les procédés internes de présentation de l'information de gestion de la Banque, incluant ceux de planification et d'établissement de prévisions.

Quantification des principales répercussions

Les différences entre les conventions comptables de la Banque et celles exigées par les IFRS ainsi que nos décisions quant aux exemptions facultatives de l'IFRS 1 concernant l'application rétroactive des IFRS se traduiront par des différences d'évaluation et de constatation au moment de la transition aux IFRS. Ces différences seront prises en compte dans les bénéfices non répartis, ce qui influera sur les capitaux propres.

Le montant de cette incidence sur les capitaux propres sera fonction des conditions de marché et de la conjoncture économique au moment de la transition ainsi que des choix de méthodes que nous ferons alors. Par conséquent, nous ne sommes actuellement pas en mesure de quantifier l'incidence transitoire. Puisque nous prévoyons avoir parachevé certaines activités de nos principaux champs de travaux d'ici le quatrième trimestre de 2010, nous pensons quantifier certaines répercussions de l'adoption des IFRS existantes dans notre Rapport annuel 2010.

Mise en garde

Les sections précédentes renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010					Cumul 2010				
	Services bancaires		Services d'entreprise, y compris T&O		Total BMO	Services bancaires		Services d'entreprise, y compris T&O		Total BMO
	PE	Groupe GP	BMO MC	T&O		PE	Groupe GP	BMO MC	T&O	
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	1 340	92	355	(216)	1 571	3 872	266	1 095	(608)	4 625
Revenu autre que d'intérêts	511	452	326	47	1 336	1 483	1 386	1 350	137	4 356
Revenu total (bic) 1)	1 851	544	681	(169)	2 907	5 355	1 652	2 445	(471)	8 981
Dotation à la provision pour pertes sur créances	160	1	66	(13)	214	463	5	198	130	796
Frais autres que d'intérêts	1 031	402	421	44	1 898	2 937	1 198	1 359	73	5 567
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	660	141	194	(200)	795	1 955	449	888	(674)	2 618
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic) 1)	194	33	64	(184)	107	594	110	284	(497)	491
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	19	-	-	-	56	56
Revenu net T3-2010	466	108	130	(35)	669	1 361	339	604	(233)	2 071
Revenu net T2-2010	441	118	260	(74)	745	895	231	474	(198)	1 402
Revenu net T3-2009	420	113	310	(286)	557	1 252	253	613	(978)	1 140
Autres statistiques										
Profit économique net	292	83	14	(231)	158	836	265	248	(756)	593
Rendement des capitaux propres	28,3 %	34,9 %	11,8 %	n.s.	13,7 %	27,6 %	35,9 %	18,4 %	n.s.	14,8 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	28,8 %	35,4 %	11,8 %	n.s.	13,9 %	28,0 %	36,4 %	18,4 %	n.s.	14,9 %
Lever d'exploitation	2,7 %	4,3 %	(16,3)%	n.s.	(3,8)%	4,1 %	9,8 %	6,0 %	n.s.	11,8 %
Lever d'exploitation avant amortissement	2,4 %	4,5 %	(16,3)%	n.s.	(3,9)%	3,8 %	9,9 %	6,0 %	n.s.	11,7 %
Ratio de productivité (bic)	55,7 %	73,8 %	61,9 %	n.s.	65,3 %	54,8 %	72,5 %	55,6 %	n.s.	62,0 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	55,3 %	73,5 %	61,9 %	n.s.	65,0 %	54,5 %	72,2 %	55,6 %	n.s.	61,7 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,08 %	2,77 %	0,95 %	n.s.	1,88 %	3,05 %	2,79 %	0,96 %	n.s.	1,87 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 337	1 203	4 057	6 789	18 386	6 394	1 245	4 191	5 984	17 814
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	172,5	13,3	148,3	(3,2)	330,9	170,0	12,8	152,0	(4,4)	330,4
Effectif - équivalent de durée normale	21 073	4 868	2 265	9 981	38 187					

n.s. - non significatif

1) Les revenus, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic des groupes s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts sont présentés selon les PCGR.

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2010.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus

étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques.

Au cours du premier trimestre, nous avons changé la façon dont nous présentons les actifs titrisés dans nos informations sectorielles. Antérieurement, certains actifs hypothécaires titrisés n'étaient pas présentés dans le bilan de PE Canada. Désormais,

nous présentons tous les actifs hypothécaires titrisés dans les résultats de PE Canada, les montants compensatoires étant inclus dans ceux des Services d'entreprise, et le revenu net d'intérêts qui est gagné sur tous ces actifs est pris en compte dans celui de PE Canada. Auparavant, le revenu net d'intérêts généré par certains actifs hypothécaires titrisés était inclus dans le revenu autre que d'intérêts de PE Canada. Ces changements ont eu une incidence négligeable sur le revenu net de PE Canada. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour le trimestre à l'étude.

Au deuxième trimestre, nous avons repéré des moyennes entreprises américaines clientes qui pouvaient bénéficier d'un modèle de services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO Marchés des capitaux à PE États-Unis. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter l'incidence de ce transfert et le mode de présentation adopté pour le trimestre à l'étude.

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons établi que certaines opérations de BMO Marchés des capitaux devaient être présentées d'une manière reflétant leur bic. Des opérations semblables avaient été enregistrées au cours des périodes antérieures et les montants présentés à leur égard au cours de ces périodes ont été retraités en fonction du mode de présentation actuel, ce qui a accru le revenu net d'intérêts, la marge nette d'intérêts et les impôts sur les bénéfices de BMO Marchés des capitaux, les montants compensatoires ayant été pris en compte par les Services d'entreprise.

La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats qui requièrent une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, ce qui englobe la répartition des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances de la période qui sont imputées aux groupes clients et calculées selon la méthode des pertes prévues et celles exigées par les PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010	Augmentation (Diminution) c. T3-2009		Augmentation (Diminution) c. T2-2010		Cumul 2010	Augmentation (Diminution) c. cumul 2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 340	89	7 %	92	7 %	3 872	97	3 %
Revenu autre que d'intérêts	511	37	8 %	15	3 %	1 483	136	10 %
Revenu total (bic)	1 851	126	7 %	107	6 %	5 355	233	5 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	160	40	32 %	8	5 %	463	109	30 %
Frais autres que d'intérêts	1 031	45	5 %	76	8 %	2 937	14	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	660	41	7 %	23	3 %	1 955	110	6 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	194	(5)	(2 %)	(2)	(1 %)	594	1	-
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	466	46	11 %	25	6 %	1 361	109	9 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	7	(3)	(16 %)	1	25 %	18	(8)	(28 %)
Revenu net avant amortissement	473	43	10 %	26	6 %	1 379	101	8 %
Rendement des capitaux propres	28,3 %		4,2 %		0,7 %	27,6 %		4,8 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	28,8 %		4,2 %		0,8 %	28,0 %		4,8 %
Levier d'exploitation	2,7 %		n.s.		n.s.	4,1 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	2,4 %		n.s.		n.s.	3,8 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	55,7 %		(1,4 %)		1,0 %	54,8 %		(2,3 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	55,3 %		(1,3 %)		1,0 %	54,5 %		(2,0 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,08 %		0,17 %		0,05 %	3,05 %		0,18 %
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	173	2	1 %	3	2 %	170	(6)	(3 %)

n.s. - non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010	Augmentation (Diminution) c. T3-2009		Augmentation (Diminution) c. T2-2010		Cumul 2010	Augmentation (Diminution) c. cumul 2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 065	90	9 %	76	8 %	3 073	254	9 %
Revenu autre que d'intérêts	425	38	10 %	6	2 %	1 236	151	14 %
Revenu total (bic)	1 490	128	9 %	82	6 %	4 309	405	10 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	129	32	31 %	8	6 %	370	85	30 %
Frais autres que d'intérêts	763	28	4 %	43	6 %	2 192	61	3 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	598	68	13 %	31	5 %	1 747	259	17 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	172	4	3 %	-	-	523	52	11 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	426	64	17 %	31	8 %	1 224	207	20 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	2	(1)	(69 %)	-	-	5	1	35 %
Revenu net avant amortissement	428	63	17 %	31	8 %	1 229	208	20 %
Revenus des services aux particuliers	706	49	7 %	42	6 %	2 043	162	9 %
Revenus des services aux entreprises	420	28	7 %	28	7 %	1 215	111	10 %
Revenus des services de cartes	364	51	17 %	12	4 %	1 051	132	15 %
Lever d'exploitation	5,4 %	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	7,5 %	n.s.	n.s.
Lever d'exploitation avant amortissement	5,5 %	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	7,6 %	n.s.	n.s.
Ratio de productivité (bic)	51,2 %	(2,7 %)	(2,7 %)	0,1 %	0,1 %	50,9 %	(3,7 %)	(3,7 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	51,1 %	(2,7 %)	(2,7 %)	0,1 %	0,1 %	50,8 %	(3,7 %)	(3,7 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,96 %	0,09 %	0,09 %	0,05 %	0,05 %	2,94 %	0,14 %	0,14 %
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	143	8	6 %	3	2 %	140	5	4 %

n.s. - non significatif

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du troisième trimestre de 2009

Le revenu net a été élevé, atteignant 426 millions de dollars, ce qui traduit une hausse de 64 millions ou de 17 % par rapport à la même période l'an dernier.

Les revenus ont progressé de 128 millions de dollars ou de 9,3 %. Cette hausse s'explique par l'accroissement des volumes de la plupart des produits, par l'inclusion, dans les résultats financiers, des revenus de Diners Club, et par l'élargissement de la marge nette d'intérêts.

La marge nette d'intérêts a augmenté de 9 points de base, ce qui est essentiellement attribuable au fait que les marges sur les produits de dépôt ont été plus élevées que celles, exceptionnellement faibles, d'il y a un an.

Dans l'unité des Services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 49 millions de dollars ou de 7,1 % grâce à l'essor des volumes des prêts et au fait que les marges sur les produits de dépôt ont été plus élevées que celles, exceptionnellement faibles, d'il y a un an. La popularité croissante de la MargExpress sur valeur domiciliaire a entraîné une progression des prêts aux particuliers de 16 % depuis un an, la part de marché s'étant accrue par rapport à l'année précédente.

Les soldes de prêts hypothécaires ont augmenté de 0,5 % puisque nous avons réussi à remplacer les prêts provenant de courtiers en voie de liquidation par des prêts octroyés par nos succursales et, comme prévu, notre part du marché des prêts hypothécaires s'est repliée depuis un an. Notre campagne du printemps a donné d'excellents résultats et nous sommes toujours satisfaits du succès que remporte notre nouveau produit hypothécaire à taux fixe réduit de 5 ans. Notre objectif est d'augmenter notre part de ce marché et nous continuons de mettre l'accent sur l'amélioration de ces activités en investissant dans notre personnel de vente et sur l'accroissement de sa

productivité tout en continuant de porter une attention soutenue à la qualité du crédit de ce portefeuille.

Reflétant les préférences des investisseurs, les dépôts des particuliers ont fléchi de 0,5 % sur douze mois. Notre part de marché a également diminué durant cette période en raison de la vive concurrence.

Pour ce qui est de l'unité des Services bancaires aux entreprises, ses revenus se sont renforcés de 28 millions de dollars ou de 7,2 % d'un exercice à l'autre grâce à l'essor des volumes de prêts et de dépôts. Les soldes de prêts ont augmenté de 4,0 % car notre part de marché s'est élargie depuis un an, et au chapitre des prêts à la PME, nous avons continué de détenir la deuxième plus grande part du marché canadien des services bancaires aux entreprises. Les soldes des dépôts ont monté de 10 %, ce qui traduit les efforts que nous déployons afin de combler tous les besoins bancaires de nos clients. Nous accroissons toujours la taille et les compétences de notre personnel affecté à la clientèle commerciale afin d'offrir à cette dernière encore plus de conseils judicieux.

Les revenus tirés des services de cartes et de paiement ont augmenté de 51 millions de dollars ou de 17 % grâce à l'inclusion, dans nos résultats financiers, des revenus de Diners Club, à l'essor des soldes de prêts et à l'élargissement des marges, ce qui a été atténué par la baisse des frais de cartes.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances, selon les pertes prévues, ont monté de 32 millions de dollars en raison de l'essor du portefeuille et de l'incidence de la migration du crédit.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 28 millions de dollars ou de 3,9 % par suite de la prise en compte de Diners Club dans nos résultats ainsi que de la montée des sommes consacrées aux initiatives. Les frais liés au personnel sont demeurés sensiblement les mêmes puisque la majoration des salaires et des avantages qui a résulté de l'accroissement du personnel a été

contrebalancée par l'incidence des charges au titre des indemnités de licenciement liées à la rationalisation de notre structure de gestion qui avaient été constatées au cours de l'exercice précédent. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe a été de 5,5 %, ce qui est excellent. Nous continuons d'investir de manière stratégique afin de relever notre position concurrentielle tout en gérant avec rigueur nos dépenses d'exploitation.

Les résultats du troisième trimestre tiennent compte d'un faible montant au titre d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 8,0 milliards de dollars ou de 5,9 % depuis un an, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 2,5 milliards ou de 2,6 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2010

Le revenu net a monté de 31 millions de dollars ou de 7,7 % en raison surtout du fait que le trimestre a compté trois jours de plus et qu'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures a été constaté.

Les revenus se sont accrus de 82 millions de dollars ou de 5,7 % étant donné qu'il y a eu trois jours de plus dans le trimestre et que le volume de la plupart des produits a augmenté. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 5 points de base en raison surtout de l'augmentation des volumes des produits les plus rentables et de la hausse des frais de refinancement hypothécaire.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 43 millions de dollars ou de 6,1 % en raison essentiellement de la hausse des frais associés à diverses initiatives et au personnel. Les frais liés au personnel ont été plus élevés étant donné que le trimestre a

compté davantage de jours, que le personnel était plus nombreux et que la rémunération liée au rendement a augmenté.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, s'est accru de 3,2 milliards de dollars ou de 2,3 % depuis le dernier trimestre, alors que les dépôts des particuliers et des entreprises ont progressé de 1,7 milliard ou de 1,7 %.

Comparaison des neuf premiers mois de 2010 et des neuf premiers mois de 2009

Le revenu net a augmenté de 207 millions de dollars ou de 20 %.

Les revenus ont progressé de 405 millions de dollars ou de 10 % grâce à l'accroissement des volumes de la plupart des produits, à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à l'inclusion de sept mois de résultats financiers de Diners Club dans la période à l'étude.

La marge nette d'intérêts a augmenté de 14 points de base, ce qui est essentiellement attribuable aux mesures prises en 2009 pour atténuer l'incidence de la hausse des frais de financement à long terme et à l'essor des volumes des produits les plus rentables.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 61 millions de dollars ou de 2,9 % en raison de la prise en compte de sept mois de résultats financiers de Diners Club dans le présent exercice et de la hausse des sommes consacrées aux initiatives, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence des charges au titre des indemnités de licenciement associées à la rationalisation de notre structure de gestion qui avaient été constatées l'exercice précédent.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010	Augmentation (Diminution) c. T3-2009		Augmentation (Diminution) c. T2-2010		Cumul 2010	Augmentation (Diminution) c. cumul 2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	275	(1)	-	16	7 %	799	(157)	(16 %)
Revenu autre que d'intérêts	86	(1)	(1 %)	9	11 %	247	(15)	(5 %)
Revenu total (bic)	361	(2)	-	25	8 %	1 046	(172)	(14 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	31	8	35 %	-	-	93	24	34 %
Frais autres que d'intérêts	268	17	7 %	33	14 %	745	(47)	(6 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	62	(27)	(29 %)	(8)	(11 %)	208	(149)	(41 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	22	(9)	(26 %)	(2)	(7 %)	71	(51)	(41 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	40	(18)	(31 %)	(6)	(14 %)	137	(98)	(42 %)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	5	(2)	(27 %)	1	23 %	13	(9)	(37 %)
Revenu net avant amortissement	45	(20)	(30 %)	(5)	(10 %)	150	(107)	(41 %)
Levier d'exploitation	(7,0 %)		n.s.		n.s.	(8,1 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(8,3 %)		n.s.		n.s.	(9,2 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	74,3 %		4,9 %		4,4 %	71,2 %		6,1 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	72,6 %		5,6 %		4,2 %	69,6 %		6,7 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,70 %		0,59 %		0,15 %	3,53 %		0,41 %
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	30	(6)	(16 %)	-	-	30	(11)	(26 %)

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu net d'intérêts (bic)	263	15	6 %	11	5 %	765	(34)	(4 %)
Revenu autre que d'intérêts	82	3	5 %	7	10 %	237	17	8 %
Revenu total (bic)	345	18	6 %	18	6 %	1 002	(17)	(2 %)
Frais autres que d'intérêts	257	31	13 %	29	12 %	714	50	7 %
Revenu net	38	(14)	(27 %)	(7)	(15 %)	131	(64)	(33 %)
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	29	(3)	(11 %)	-	-	29	(5)	(16 %)

n.s. – non significatif

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du troisième trimestre de 2009

Le revenu net a baissé de 18 millions de dollars canadiens ou de 31 %, pour s'établir à 40 millions de dollars canadiens. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains. En dollars américains, le revenu net a reculé de 14 millions ou de 27 % depuis un an et s'est chiffré à 38 millions. Sa diminution a découlé essentiellement de la hausse des pertes sur créances, selon les pertes prévues, de l'incidence des prêts douteux et d'un rajustement de la valeur du portefeuille de prêts hypothécaires sous gestion par suite de la baisse des taux d'intérêt à long terme. L'opération, au deuxième trimestre, portant sur une banque située à Rockford, en Illinois, a accru les revenus de 18 millions, les charges, de 16 millions, exclusion faite des coûts d'acquisition, et le revenu net, de 1 million.

Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, d'une réduction de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa et des coûts d'intégration, le revenu net du trimestre à l'étude s'est chiffré à 54 millions de dollars, en baisse de 11 millions ou de 17 % par rapport aux résultats ainsi rajustés d'il y a un an. Compte tenu d'un tel rajustement, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 66,2 %.

Les revenus se sont situés à 345 millions de dollars, ayant augmenté de 18 millions ou de 5,9 %, ce qui a découlé surtout de l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois. Les revenus générés par l'amélioration des marges sur les prêts et l'essor des soldes des dépôts ont été annulés par le recul des

soldes de prêts aux entreprises qu'a causé une utilisation moins grande des prêts de la part de ces clients, ainsi que par la compression des marges sur les dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 31 millions de dollars ou de 13 %, ce qui est essentiellement imputable à l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois, à la hausse des prêts douteux et au rajustement de la valeur du portefeuille de prêts hypothécaires sous gestion lié au recul des taux d'intérêt à long terme. Ces facteurs ont été atténués par une réduction de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2010

Le revenu net s'est replié de 6 millions de dollars canadiens ou de 14 % depuis le trimestre précédent. En dollars américains, il a reculé de 7 millions ou de 15 % pour s'établir à 38 millions. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains.

Les revenus ont monté de 18 millions de dollars ou de 5,8 % en raison surtout de l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 29 millions de dollars ou de 12 %, ce qui est essentiellement imputable à l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois, à la hausse des coûts liés aux prêts douteux et au rajustement de la valeur du portefeuille de prêts hypothécaires sous gestion lié au

recul des taux d'intérêt à long terme. Ces facteurs ont été atténués par une réduction de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa.

L'attention continue que nous accordons à l'expérience client se reflète dans nos taux de fidélité, lesquels sont fort élevés. Notre taux de recommandation net a été de 41 pour le troisième trimestre de 2010, contre 39 pour le trimestre précédent. Notre taux de recommandation net demeure très haut en regard de ceux des grandes banques qui nous font concurrence.

Comparaison des neuf premiers mois de 2010 et des neuf premiers mois de 2009

Le revenu net s'est dégradé de 98 millions de dollars canadiens ou de 42 % par rapport aux neuf mêmes mois de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 137 millions de dollars canadiens. En dollars américains, il a été de 131 millions, ayant fléchi de 64 millions ou de 33 % depuis un an. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains.

Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, des changements dans la provision constituée au titre du litige impliquant Visa et des coûts d'intégration, le revenu net du trimestre à l'étude s'est chiffré à 178 millions de dollars, en

baisse de 51 millions, ou de 22 %, par rapport aux résultats d'il y a un an, une fois rajustés. Compte tenu d'un tel rajustement, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 63,5 %.

Les revenus se sont situés à 1 002 millions de dollars, ayant baissé de 17 millions ou de 1,6 %. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence de l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois, et des conséquences des prêts douteux, les revenus ont fléchi de 38 millions ou de 4,5 %, l'avantage de l'amélioration des marges sur les prêts ayant été plus qu'annulé par la baisse des soldes de prêts aux entreprises qu'a causée une utilisation moins grande des prêts de la part de ces clients ainsi que par la compression des marges sur les dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 50 millions de dollars ou de 7,4 % en raison surtout de l'opération visant une banque située à Rockford, en Illinois, de la hausse des coûts liés aux prêts douteux, des changements dans la provision constituée au titre du litige impliquant Visa et du rajustement de la valeur de notre portefeuille de prêts hypothécaires sous gestion par suite de la baisse des taux d'intérêt à long terme.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010	Augmentation (Diminution) c. T3-2009		Augmentation (Diminution) c. T2-2010		Cumul 2010	Augmentation (Diminution) c. cumul 2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	92	5	6 %	5	7 %	266	1	1 %
Revenu autre que d'intérêts	452	18	4 %	(19)	(4 %)	1 386	184	15 %
Revenu total (bic)	544	23	4 %	(14)	(2 %)	1 652	185	13 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	-	-	(1)	n.s.	5	1	38 %
Frais autres que d'intérêts	402	-	-	4	1 %	1 198	32	3 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	141	23	19 %	(17)	(10 %)	449	152	51 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	33	28	+100 %	(7)	(15 %)	110	66	+100 %
Revenu net	108	(5)	(6 %)	(10)	(9 %)	339	86	34 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	1	(1)	(50 %)	-	-	4	1	33 %
Revenu net avant amortissement	109	(6)	(5 %)	(10)	(9 %)	343	87	34 %
Rendement des capitaux propres	34,9 %		0,8 %		(3,5 %)	35,9 %		7,7 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	35,4 %		1,1 %		(3,6 %)	36,4 %		8,0 %
Levier d'exploitation	4,3 %		n.s.		n.s.	9,8 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	4,5 %		n.s.		n.s.	9,9 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	73,8 %		(3,1 %)		2,3 %	72,5 %		(7,0 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	73,5 %		(3,2 %)		2,3 %	72,2 %		(7,0 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,77 %		(0,16 %)		(0,03 %)	2,79 %		(0,73 %)
Actif productif moyen	13 274	1 471	12 %	607	5 %	12 759	2 691	27 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu total (bic)	60	3	4 %	1	1 %	181	33	22 %
Frais autres que d'intérêts	51	(5)	(8 %)	(3)	(5 %)	159	1	1 %
Revenu net	4	4	+100 %	1	61 %	12	19	+100 %
Revenu net avant amortissement	5	4	+100 %	2	53 %	13	19	+100 %
Actif productif moyen	2 053	(202)	(9 %)	(42)	(2 %)	2 100	(167)	(7 %)

n.s. – non significatif

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du troisième trimestre de 2009

Le revenu net, soit 108 millions de dollars, a baissé de 5 millions ou de 5,5 % depuis un an. Après rajustement pour tenir compte du fait que les activités d'assurance avaient constaté un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures

de 23 millions au troisième trimestre de l'exercice précédent, le revenu net a augmenté de 18 millions ou de 19 %. Le revenu net du groupe Gestion privée, compte non tenu des activités d'assurance, a été de 74 millions, affichant une forte progression, soit 28 millions ou 54 %, ce qui a résulté de l'essor de toutes les unités. Le revenu net des activités d'assurance s'est établi à

34 millions pour le trimestre, ayant fléchi de 33 millions ou de 48 % en raison surtout du recouvrement d'impôts. Les activités d'assurance ont vu leurs primes nettes augmenter fortement, facteur dont l'avantage a été plus que contrebalancé par l'incidence de variations défavorables des taux d'intérêt et des marchés boursiers sur les passifs attribuables aux titulaires de police.

Les revenus ont augmenté de 23 millions de dollars ou de 4,5 %, ayant fortement progressé dans la majeure partie des unités. Pour le groupe Gestion privée, exclusion faite des activités d'assurance, la forte croissance des revenus a découlé d'une hausse de 9,5 % (11 % en monnaie d'origine) des actifs de clients sous gestion et sous administration puisque nous entendons toujours offrir à nos clients la qualité de services et de conseils à laquelle ils s'attendent. Les revenus provenant des activités d'assurance ont, dans l'ensemble, baissé car la progression des primes nettes a été plus qu'annulée par l'incidence des variations défavorables des marchés sur les passifs attribuables aux titulaires de police. Le revenu net d'intérêts a augmenté depuis un an, en raison surtout de l'essor des soldes des dépôts et des marges de nos services de courtage ainsi que de la montée des soldes des dépôts et des prêts des services de gestion bancaire privée. La dépréciation du dollar américain a réduit les revenus de 4 millions ou de 0,8 %.

Les frais autres que d'intérêts sont demeurés relativement inchangés, car la hausse de ceux liés aux revenus et découlant de la forte progression des revenus du groupe Gestion privée, exclusion faite des activités d'assurance, a été compensée par les avantages d'une gestion active des dépenses. Le repli du dollar américain a abaissé les frais de 3 millions de dollars ou de 0,8 %. Le ratio de productivité avant amortissement, soit 73,5 %, a progressé de 320 points de base depuis l'exercice précédent.

Après rajustement pour exclure l'incidence de la dépréciation du dollar américain, les actifs sous gestion et sous administration ont progressé de 26 milliards de dollars ou de 11 % à la faveur de l'ajout, par le groupe Gestion privée, de nouveaux actifs de clients et de l'embellie des marchés boursiers.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2010

Le revenu net s'est comprimé de 10 millions de dollars ou de 8,8 % depuis le deuxième trimestre. La faible hausse, soit 1 million, du revenu net du groupe Gestion privée, exclusion faite des activités d'assurance, a été plus que contrebalancée par la diminution de 11 millions du revenu net des activités d'assurance qu'a causée l'incidence de variations défavorables des marchés sur les passifs attribuables aux titulaires de police.

Les revenus ont baissé de 14 millions de dollars ou de 2,3 % puisque la hausse des revenus générés par les fonds d'investissement a été plus qu'annulée par le recul de ceux sous forme de commissions des services de courtage et de ceux tirés des activités d'assurance. Les revenus provenant des activités d'assurance ont, dans l'ensemble baissé, car la progression des revenus qu'a engendrée la hausse des primes nettes ayant été plus qu'annulée par l'incidence qu'ont eue les variations défavorables des taux d'intérêt et des marchés boursiers sur les passifs attribuables aux titulaires de police. Le revenu net d'intérêts a augmenté en raison surtout de l'essor des soldes des prêts et des dépôts des services de gestion bancaire privée et de la

hausse des marges sur les dépôts de nos services de courtage, lesquels ont bénéficié de la majoration des taux d'intérêt à court terme.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 4 millions de dollars ou de 0,8 % en raison essentiellement de l'accroissement de notre personnel de vente puisque nous investissons toujours afin d'assurer la croissance de nos revenus dans l'avenir. Ce facteur a contribué à l'augmentation, depuis le trimestre précédent, de 230 points de base du ratio de productivité avant amortissement, lequel s'est situé à 73,5 %.

Les actifs sous gestion et sous administration se sont repliés de 2 milliards de dollars ou de 0,9 % en raison principalement du manque de tonus des marchés boursiers.

Comparaison des neuf premiers mois de 2010 et des neuf premiers mois de 2009

Le revenu net a augmenté fortement, soit de 86 millions de dollars ou de 34 % depuis un an. Le revenu net du groupe Gestion privée, exclusion faite des activités d'assurance, a été de 217 millions, ayant augmenté de 93 millions ou de 74 %, ce qui est excellent. Le revenu net des activités d'assurances s'est situé à 122 millions, accusant une baisse de 7 millions ou de 5,2 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Les résultats d'il y a un an tenaient compte d'une charge de 17 millions de dollars (11 millions après impôts) liée à la décision d'aider certains de nos clients américains à composer avec la mauvaise tenue des marchés financiers en achetant certains titres à enchères qu'ils détenaient ainsi que d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 23 millions constaté par les activités d'assurance.

Les revenus ont augmenté de 185 millions de dollars ou de 13 % grâce surtout à la croissance de ceux de toutes les unités. Les revenus des activités d'assurance ont augmenté grâce à la hausse des primes nettes, ce qui inclut l'incidence favorable de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie vers la fin du deuxième trimestre de 2009. Ce facteur a été atténué par l'incidence qu'ont eue les variations défavorables des taux d'intérêt et des marchés boursiers sur les passifs attribuables aux titulaires de police. Le revenu net d'intérêts n'a que peu augmenté puisque la croissance des dépôts et des prêts de nos services de courtage et de nos services de gestion bancaire privée a été en grande partie annulée par la contraction des marges des services de courtage. La dépréciation du dollar américain a affaibli les revenus de 30 millions.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 32 millions de dollars ou de 2,8 % en raison surtout de la progression des frais liés aux revenus, ce qui reflète l'amélioration du rendement. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a accru les frais de 32 millions. Le groupe continue de miser sur une gestion active des dépenses. Le repli du dollar américain a abaissé les frais de 23 millions. Le ratio de productivité avant amortissement, soit 72,2 %, a progressé de 700 points de base depuis la même période de l'exercice précédent.

BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010	Augmentation (Diminution) c. T3-2009		Augmentation (Diminution) c. T2-2010		Cumul 2010	Augmentation (Diminution) c. cumul 2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	355	(35)	(9 %)	(25)	(7 %)	1 095	(150)	(12 %)
Revenu autre que d'intérêts	326	(242)	(43 %)	(214)	(40 %)	1 350	320	31 %
Revenu total (bic)	681	(277)	(29 %)	(239)	(26 %)	2 445	170	7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	66	29	81 %	(1)	(1 %)	198	85	77 %
Frais autres que d'intérêts	421	(61)	(13 %)	(47)	(10 %)	1 359	19	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéficiaires	194	(245)	(56 %)	(191)	(50 %)	888	66	8 %
Impôts sur les bénéficiaires (bic)	64	(65)	(52 %)	(61)	(50 %)	284	75	35 %
Revenu net	130	(180)	(58 %)	(130)	(50 %)	604	(9)	(1 %)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	1	1	n.s.	1	n.s.	1	1	n.s.
Revenu net avant amortissement	131	(179)	(58 %)	(129)	(50 %)	605	(8)	(1 %)
Revenu de produits de négociation	397	(291)	(42 %)	(220)	(36 %)	1 541	18	1 %
Revenu d'investissements et services aux grandes entreprises	284	14	5 %	(19)	(6 %)	904	152	20 %
Rendement des capitaux propres	11,8 %		(10,8 %)		(13,1 %)	18,4 %		4,2 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	11,8 %		(10,8 %)		(13,1 %)	18,4 %		4,2 %
Levier d'exploitation	(16,3 %)		n.s.		n.s.	6,0 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(16,3 %)		n.s.		n.s.	6,0 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	61,9 %		11,6 %		11,0 %	55,6 %		(3,3 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	61,9 %		11,6 %		11,0 %	55,6 %		(3,3 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,95 %		(0,01 %)		(0,06 %)	0,96 %		(0,01 %)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	148	(14)	(8 %)	(6)	(4 %)	152	(21)	(12 %)

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu total (bic)	230	(24)	(10 %)	(9)	(4 %)	743	(127)	(15 %)
Frais autres que d'intérêts	171	24	16 %	(15)	(8 %)	518	73	17 %
Revenu net	11	(47)	(82 %)	8	+100 %	65	(197)	(75 %)
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	49	(7)	(13 %)	4	8 %	47	(10)	(17 %)

n.s. – non significatif

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du troisième trimestre de 2009

Le revenu net s'est élevé à 130 millions de dollars, soit 180 millions ou 58 % de moins que celui d'il y a un an, résultat qui avait alors été fort élevé. Les revenus ont reculé et les dotations à la provision pour pertes sur créances, selon les pertes prévues, ont augmenté. Les frais liés au personnel ont baissé, ce qui reflète le rendement au chapitre des revenus, ce qui a abaissé l'ensemble des frais. Le RCP a été de 11,8 %, comparativement à 22,6 % il y a un an.

Les revenus se sont repliés de 277 millions de dollars ou de 29 %, pour s'établir à 681 millions. Les revenus de négociation ont accusé un recul important en raison de conditions de négociation plus difficiles, ce qui a découlé de l'incidence négative de l'augmentation des écarts de taux, de la baisse des marges sur négociation et de la raréfaction des occasions sur les marchés. Même si les activités de fusion et d'acquisition se sont intensifiées depuis un an, la mauvaise tenue des marchés a aussi contribué à la baisse des revenus tirés des prêts en raison de la diminution du montant des actifs et des activités d'octroi de prêts aux grandes entreprises au Canada et aux États-Unis. Les commissions de prise ferme d'actions ont diminué depuis un an alors que celles tirées de la prise ferme de titres d'emprunt n'ont pour ainsi dire pas changé. Le repli du dollar américain a réduit les revenus de 16 millions depuis un an.

Le revenu net d'intérêts a baissé en raison de la diminution du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises, leurs actifs ayant été moins élevés, et du fléchissement des revenus provenant de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt,

ce qui a été contrebalancé en partie par la progression du revenu net d'intérêts provenant des activités de négociation. La marge nette d'intérêts s'est comprimée de 1 point de base et s'est établie à 0,95 %, ce qui est imputable à la réduction des marges sur les prêts qui a été contrebalancée en partie par l'élargissement des marges dégagées par les actifs détenus à des fins de négociation.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 61 millions de dollars à cause surtout du recul des coûts de la rémunération variable, ce qui reflète le rendement au chapitre des revenus. Le repli du dollar américain a entraîné une baisse des frais de 9 millions par rapport à il y a un an.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2010

Le revenu net a fléchi de 130 millions de dollars ou de 50 % en regard de celui du trimestre précédent, lequel avait été fort élevé. Les revenus se sont repliés de 239 millions ou de 26 %, ce qui est imputable à la forte diminution de ceux de négociation, les conditions de négociation ayant été moins propices, mais a été contrebalancé en partie par la hausse des revenus générés par nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et des commissions de prise ferme de titres d'emprunt. Le repli des revenus depuis le deuxième trimestre a découlé de l'incidence négative de l'augmentation des écarts de taux, de la baisse des marges sur négociation et de la raréfaction des occasions sur les marchés. Les revenus générés par les services bancaires aux grandes entreprises et les commissions de prise ferme de titres d'emprunt ont augmenté, alors que les gains sur titres de placement, les commissions de

prise ferme d'actions et celles liées aux fusions et acquisitions ont reculé.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 47 millions de dollars par suite du recul de la rémunération variable, ce qui reflète les résultats obtenus au chapitre des revenus, ainsi que de la diminution des charges au titre des indemnités de licenciement.

Comparaison des neuf premiers mois de 2010 et des neuf premiers mois de 2009

Le revenu net s'est situé à 604 millions de dollars, ayant diminué de 9 millions de dollars. Les revenus ont monté de 170 millions ou de 7,4 %, des gains sur titres de placement ayant été inscrits dans le présent exercice alors que de fortes pertes avaient été constatées à ce chapitre il y a un an par suite de la léthargie qui caractérisait alors les marchés financiers. Les commissions sur fusions et acquisitions et celles de prise ferme de titres d'emprunt se sont

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2010	Augmentation (Diminution) c. T3-2009		Augmentation (Diminution) c. T2-2010		Cumul 2010	Augmentation (Diminution) c. cumul 2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	(216)	46	18 %	(23)	(12 %)	(608)	549	(47 %)
Revenu autre que d'intérêts	47	11	29 %	27	+100 %	137	(231)	(63 %)
Revenu total (bic)	(169)	57	26 %	4	2 %	(471)	318	40 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(13)	(272)	(+100 %)	(41)	(+100 %)	130	(616)	(83 %)
Frais autres que d'intérêts	44	41	+100 %	35	+100 %	73	(100)	(58 %)
Perte avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	200	(288)	(59 %)	(10)	(5 %)	674	(1 034)	(61 %)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	184	(37)	(16 %)	30	19 %	497	(290)	(37 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	1	-	56	(1)	(3 %)
Perte nette	35	(251)	(88 %)	(39)	(53 %)	233	(745)	(76 %)

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu total (bic)	(61)	(23)	(60 %)	(42)	(+100 %)	(115)	121	51 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	18	(164)	(91 %)	(17)	(52 %)	160	(407)	(72 %)
Frais autres que d'intérêts	(14)	(9)	(+100 %)	(1)	(12 %)	(47)	(40)	(+100 %)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	28	(58)	(69 %)	13	87 %	93	(210)	(69 %)
Perte nette	42	(92)	(68 %)	12	40 %	149	(358)	(71 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués des unités fonctionnelles qui offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, les communications et les ressources humaines. Les résultats d'exploitation tiennent compte des revenus et des frais inhérents à certaines activités de titrisation et de gestion de l'actif et du passif, de l'élimination des rajustements sur une bic et de l'incidence de la méthode des pertes prévues que nous utilisons pour calculer les dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes d'exploitation clients et calculées selon la méthode des pertes prévues et celles requises pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR sont imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et

renforcées. Par contre, les revenus provenant de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont grandement baissé et le revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises a fléchi car leurs actifs ont régressé. Les revenus de négociation ont également fléchi malgré l'excellent rendement obtenu au cours de la première moitié de l'exercice.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances, selon les pertes prévues, ont largement dépassé celles de la même période de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 19 millions de dollars depuis un an, en raison notamment de la montée des coûts de rémunération du personnel, incluant ceux des indemnités de licenciement.

d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des activités fonctionnelles susmentionnées.

Les Services d'entreprise ont subi une perte nette de 35 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui a découlé de la faiblesse des revenus. Cette perte représente une amélioration de 251 millions en regard de celle d'il y a un an, amélioration résultant essentiellement de la réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances. La hausse des revenus a été en grande partie contrebalancée par celle des frais. Les revenus se sont renforcés de 57 millions ou de 26 % en raison

principalement du recul du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs qu'ont engendré les mesures prises par la direction et des conditions de marché plus stables.

Les frais se sont accrus de 41 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation des sommes consenties aux investissements dans la technologie ainsi que des taxes de vente provinciales et des taxes sur le capital.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux Services d'entreprise et calculées au moyen de la méthode de constitution des provisions selon les pertes prévues ont baissé de 272 millions de dollars.

La perte nette du trimestre à l'étude a reculé de 39 millions de dollars depuis le deuxième trimestre de 2010 en raison surtout de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances.

La perte nette des neuf premiers mois de 2010 a été de 233 millions de dollars, ce qui dénote une amélioration de 745 millions depuis un an. Celle-ci a résulté de revenus nettement plus élevés, de la forte réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances et de la baisse des frais, baisse engendrée en grande partie par le fait que des charges plus importantes au titre des indemnités de licenciement avaient été constatées en 2009. La progression des revenus a découlé essentiellement des mêmes facteurs que ceux qui sont à l'origine de l'amélioration pour le trimestre à l'étude en regard des trois mêmes mois il y a un an.

Éléments notables

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2010	T2-2010	T3-2009	Cumul 2010	Cumul 2009
Charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers	-	-	8	-	471
Impôts sur les bénéfices connexes	-	-	3	-	150
Incidence nette des charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers a)	-	-	5	-	321
Charges au titre des indemnités de licenciement	-	-	-	-	118
Impôts sur les bénéfices connexes	-	-	-	-	38
Incidence nette des charges au titre des indemnités de licenciement b)	-	-	-	-	80
Augmentation de la provision générale	-	-	60	-	60
Impôts sur les bénéfices connexes	-	-	21	-	21
Incidence nette de l'augmentation de la provision générale c)	-	-	39	-	39
Incidence nette des éléments notables (a+b+c)	-	-	44	-	440

Éléments notables

Comme nous l'avons précisé dans le Rapport annuel, nous avons choisi de redéfinir les éléments notables de l'exercice 2009. Ceux indiqués pour les trimestres antérieurs reflètent les changements qui ont été apportés.

Troisième trimestre de 2010

Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers n'est considérée comme un élément notable pour le trimestre écoulé, les montants en cause étant relativement négligeables.

Deuxième trimestre de 2010

Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers n'était considérée comme un élément notable au deuxième trimestre, les montants en cause ayant été relativement négligeables.

Troisième trimestre de 2009

Le revenu net du troisième trimestre de 2009 avait été réduit par des charges de 68 millions de dollars (44 millions après impôts et 0,08 \$ par action) composées d'un montant de 8 millions associé à une entité canadienne de protection de crédit (5 millions après impôts) et d'une hausse de 60 millions (39 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances qu'avaient constatée les Services d'entreprise.

Neuf premiers mois de 2010

Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers n'est considérée comme un élément notable en 2010, les montants en cause étant relativement négligeables.

Neuf premiers mois de 2009

Le revenu net des neuf premiers mois de 2009 avait été réduit par des charges d'un total de 649 millions de dollars (440 millions après impôts et 0,82 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers et à des indemnités de licenciement et par une hausse de la provision générale pour pertes sur créances. BMO avait constaté des charges liées à la conjoncture des marchés financiers en lien avec une entité canadienne de protection de crédit et se chiffrant à 471 millions (321 millions après impôts). Les Services d'entreprise avaient inscrit des charges de 118 millions (80 millions après impôts) au titre d'indemnités de licenciement ainsi qu'une hausse de 60 millions (39 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Les charges de 471 millions de dollars indiquées précédemment avaient réduit le revenu autre que d'intérêts des neuf premiers mois de 2009. Des baisses étaient survenues au chapitre du revenu autre que d'intérêts provenant des activités de négociation (294 millions) et des gains sur titres de placement (177 millions).

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2010	T2-2010	T3-2009	Cumul 2010	Cumul 2009
Total des frais autres que d'intérêts a)	1 898	1 830	1 873	5 567	5 602
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (note 1)	(9)	(8)	(11)	(26)	(34)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement b) (note 2)	1 889	1 822	1 862	5 541	5 568
Revenu net	669	745	557	2 071	1 140
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, déduction faite des impôts sur les bénéfices	9	7	9	23	27
Revenu net avant amortissement (note 2)	678	752	566	2 094	1 167
Dividendes sur actions privilégiées	(33)	(34)	(33)	(102)	(82)
Charge au titre du capital (note 2)	(487)	(454)	(454)	(1 399)	(1 312)
Profit économique net (note 2)	158	264	79	593	(227)
Revenu c)	2 907	3 049	2 978	8 981	8 075
Croissance du revenu (%) d)	(2,4)	14,8	8,4	11,2	9,2
Ratio de productivité (%) ((a/c) x 100)	65,3	60,0	62,9	62,0	69,4
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((b/c) x 100) (note 2)	65,0	59,7	62,5	61,7	69,0
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) e)	1,4	(3,1)	5,1	(0,6)	10,4
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) f) (note 2)	1,5	(2,9)	5,1	(0,5)	10,4
Levier d'exploitation (%) (d-e)	(3,8)	17,9	3,3	11,8	(1,2)
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (d-f) (note 2)	(3,9)	17,7	3,3	11,7	(1,2)
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,13	1,26	0,97	3,51	1,97
RPA avant amortissement (note 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars) (note 2)	1,14	1,28	0,98	3,55	2,01

Note 1 : L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'est pas ajouté au revenu net pour déterminer le revenu net avant amortissement.

Note 2 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises. Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Nous indiquons parfois que certains montants et mesures excluent les effets de ces éléments, mais lorsque nous le faisons, nous indiquons généralement aussi la mesure conforme aux PCGR la plus semblable et donnons des détails sur l'élément de rapprochement. Les montants et mesures établis sur une telle base sont considérés comme utiles puisqu'ils sont susceptibles de mieux refléter les résultats d'exploitation courants ou de contribuer à la compréhension du rendement par les lecteurs. Pour aider ceux-ci, nous présentons également, à la page précédente, un tableau qui résume les éléments notables ayant eu une incidence sur les résultats des périodes indiquées.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition peut ne pas avoir été considéré comme une charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du RPA avant amortissement sont aussi fournies parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels liés aux acquisitions aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois terminées le				Pour les périodes de neuf mois terminées le		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	1 845 \$	1 737 \$	1 763 \$	1 835 \$	1 920 \$	5 345 \$	6 125 \$
Valeurs mobilières	543	510	518	448	494	1 571	1 979
Dépôts à d'autres banques	18	16	17	19	23	51	167
	2 406	2 263	2 298	2 302	2 437	6 967	8 271
Frais d'intérêts							
Dépôts	610	527	559	672	789	1 696	3 369
Dettes subordonnées	30	28	29	32	24	87	103
Titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées	18	19	20	20	20	57	60
Passifs divers	177	167	158	136	138	502	611
	835	741	766	860	971	2 342	4 143
Revenu net d'intérêts	1 571	1 522	1 532	1 442	1 466	4 625	4 128
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 2)	214	249	333	386	417	796	1 217
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 357	1 273	1 199	1 056	1 049	3 829	2 911
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	258	261	263	250	240	782	723
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	206	197	200	205	206	603	615
Revenus (pertes) de négociation	(1)	213	126	163	273	338	560
Commissions sur prêts	148	138	142	149	140	428	407
Frais de services de cartes	67	66	35	29	35	168	92
Frais de gestion de placements et de garde de titres	90	86	88	87	85	264	257
Revenus tirés de fonds d'investissement	139	134	133	128	119	406	339
Revenus de titrisation	167	151	172	201	202	490	728
Commissions de prise ferme et de consultation	91	97	122	116	101	310	281
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	9	54	47	14	(12)	110	(368)
Revenus de change, autres que de négociation	22	28	21	14	1	71	39
Revenus d'assurance	70	86	82	86	85	238	209
Autres	70	16	62	105	37	148	65
	1 336	1 527	1 493	1 547	1 512	4 356	3 947
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 693	2 800	2 692	2 603	2 561	8 185	6 858
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (note 8)	1 062	1 071	1 111	1 047	1 122	3 244	3 338
Bureaux et matériel	337	319	308	302	313	964	979
Amortissement des actifs incorporels	52	55	50	50	48	157	153
Déplacements et expansion des affaires	85	77	72	81	73	234	228
Communications	61	58	50	58	55	169	163
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	19	12	11	(3)	19	42	47
Honoraires	98	79	77	97	91	254	265
Autres	184	159	160	147	162	503	439
	1 898	1 830	1 839	1 779	1 883	5 567	5 612
Reprise au titre de la restructuration	-	-	-	-	(10)	-	(10)
Revenu avant charge d'impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	795	970	853	824	688	2 618	1 256
Charge d'impôts sur les bénéfices	107	207	177	158	112	491	59
	688	763	676	666	576	2 127	1 197
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	18	19	19	19	56	57
Revenu net	669 \$	745 \$	657 \$	647 \$	557 \$	2 071 \$	1 140 \$
Dividendes sur actions privilégiées	33 \$	34 \$	35 \$	38 \$	33 \$	102 \$	82 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	636 \$	711 \$	622 \$	609 \$	524 \$	1 969 \$	1 058 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	561 839	558 320	553 992	550 495	547 134	558 047	536 855
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	565 196	561 868	557 311	554 151	549 968	561 454	538 332
Résultat par action (en dollars canadiens) (note 12)							
De base	1,13 \$	1,27 \$	1,12 \$	1,12 \$	0,97 \$	3,53 \$	1,97 \$
Dilué	1,13	1,26	1,12	1,11	0,97	3,51	1,97
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	2,10	2,10

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009
Actif					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 083 \$	13 623 \$	12 341 \$	9 955 \$	10 758 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 121	2 741	3 563	3 340	3 809
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	66 300	70 978	64 874	59 071	66 152
Titres disponibles à la vente	51 899	50 886	52 644	50 257	42 559
Titres divers	1 151	1 534	1 552	1 485	1 436
	119 350	123 398	119 070	110 813	110 147
Titres pris en pension ou empruntés	24 317	25 053	34 498	36 006	45 250
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 097	46 671	46 535	45 524	48 760
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	49 741	47 774	46 813	45 824	44 466
Prêts sur cartes de crédit	3 304	3 318	3 324	2 574	2 383
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	68 407	66 894	67 690	68 169	70 705
	168 549	164 657	164 362	162 091	166 314
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 885	6 981	7 169	7 640	9 042
Provision pour pertes sur créances (note 2)	(1 879)	(1 885)	(1 943)	(1 902)	(1 803)
	173 555	169 753	169 588	167 829	173 553
Autres actifs					
Instruments dérivés	47 947	41 469	45 702	47 898	59 580
Bureaux et matériel	1 565	1 552	1 628	1 634	1 642
Écarts d'acquisition	1 627	1 609	1 584	1 569	1 551
Actifs incorporels	748	749	712	660	647
Actifs divers	10 073	10 219	9 937	8 754	8 419
	61 960	55 598	59 563	60 515	71 839
Total de l'actif	397 386 \$	390 166 \$	398 623 \$	388 458 \$	415 356 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	19 262 \$	24 399 \$	22 318 \$	22 973 \$	23 211 \$
Entreprises et administrations publiques	123 882	115 251	119 568	113 738	122 269
Particuliers	99 647	99 610	98 413	99 445	99 473
	242 791	239 260	240 299	236 156	244 953
Autres passifs					
Instruments dérivés	45 110	39 523	42 867	44 765	58 570
Acceptations	6 885	6 981	7 169	7 640	9 042
Titres vendus à découvert	18 424	16 475	15 953	12 064	12 717
Titres mis en pension ou prêtés	42 237	46 323	50 226	46 312	48 816
Passifs divers	16 175	16 257	16 592	15 938	16 144
	128 831	125 559	132 807	126 719	145 289
Dette subordonnée (note 9)	3 747	3 682	3 742	4 236	4 249
Titres d'une fiducie de capital (note 10)	800	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 11)	9 311	9 161	8 939	8 769	8 626
Surplus d'apport	90	88	89	79	78
Bénéfices non répartis	12 539	12 299	11 981	11 748	11 525
Cumul des autres éléments de la perte étendue	(723)	(1 033)	(384)	(399)	(514)
	21 217	20 515	20 625	20 197	19 715
Total du passif et des capitaux propres	397 386 \$	390 166 \$	398 623 \$	388 458 \$	415 356 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat étendu (de la perte étendue)

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenu net	669 \$	557 \$	2 071 \$	1 140 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	39	107	(64)	354
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	217	(363)	(54)	(144)
Gain net (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	54	(423)	(206)	(473)
Total du résultat étendu (de la perte étendue)	979 \$	(122)\$	1 747 \$	877 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	2 571 \$	2 171 \$	2 571 \$	1 746 \$
Actions émises au cours de la période (note 11)	-	400	-	825
Solde à la fin de la période	2 571	2 571	2 571	2 571
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	6 590	5 928	6 198	4 773
Actions émises au cours de la période (note 11)	-	-	-	1 000
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	124	93	381	231
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	26	34	161	51
Solde à la fin de la période	6 740	6 055	6 740	6 055
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	88	77	79	69
Frais liés aux options sur actions	2	1	11	7
Prime sur les actions autodétenues	-	-	-	2
Solde à la fin de la période	90	78	90	78
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	12 299	11 391	11 748	11 632
Revenu net	669	557	2 071	1 140
Dividendes – Actions privilégiées	(33)	(33)	(102)	(82)
– Actions ordinaires	(393)	(384)	(1 175)	(1 144)
Frais d'émission d'actions	(3)	(6)	(3)	(32)
Actions autodétenues	-	-	-	11
Solde à la fin de la période	12 539	11 525	12 539	11 525
Cumul des autres éléments du résultat étendu attribuable aux titres disponibles à la vente				
Solde au début de la période	377	173	480	(74)
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de (19)\$, (43)\$, 7 \$ et (161)\$]	36	111	(12)	278
Reclassement des gains (pertes) dans le résultat au cours de la période [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de (1)\$, 2 \$, 23 \$ et (31)\$]	3	(4)	(52)	76
Solde à la fin de la période	416	280	416	280
Cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie				
Solde au début de la période	(257)	477	14	258
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de (124)\$, 125\$, (15)\$ et 33 \$]	261	(305)	29	(92)
Reclassement des gains sur couvertures de flux de trésorerie dans le résultat (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 20 \$, 28 \$, 38 \$ et 26 \$)	(44)	(58)	(83)	(52)
Solde à la fin de la période	(40)	114	(40)	114
Cumul des autres éléments de la perte étendue attribuable à la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger				
Solde au début de la période	(1 153)	(485)	(893)	(435)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	157	(1 238)	(628)	(1 373)
Incidence de la couverture du gain (de la perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 45 \$, (356)\$, (175)\$ et (394)\$]	(103)	815	422	900
Solde à la fin de la période	(1 099)	(908)	(1 099)	(908)
Cumul total des autres éléments de la perte étendue	(723)	(514)	(723)	(514)
Total des capitaux propres	21 217 \$	19 715 \$	21 217 \$	19 715 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	669 \$	557 \$	2 071 \$	1 140 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	8	24	36	282
Perte (gain net) sur titres, autres que de négociation	(17)	(12)	(146)	86
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	4 926	(4 423)	(8 140)	(2 329)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	214	417	796	1 217
(Gain) à la vente de prêts titrisés (note 3)	(127)	(164)	(374)	(554)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	(6 738)	14 656	(1 266)	2 233
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	5 509	(11 643)	1 976	4 294
Amortissement des bureaux et du matériel	66	79	195	209
Amortissement des actifs incorporels	52	48	157	153
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôts futurs	(93)	(73)	1	(161)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôts exigibles	225	317	(838)	507
Variation des intérêts courus – Diminution des intérêts à recevoir	124	239	73	537
– Augmentation (diminution) des intérêts à payer	33	(237)	(176)	(421)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 262	1 539	171	(346)
(Gain) à la vente de terrains et de bâtiments	-	(1)	(4)	(6)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'exploitation	6 113	1 323	(5 468)	6 841
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des dépôts	2 644	7 845	9 957	(1 599)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	1 877	(1 094)	6 608	(5 786)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(4 226)	5 144	(2 895)	20 063
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	25	(1)	25	(114)
Remboursement de la dette subordonnée (note 9)	-	-	(500)	(140)
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif (note 11)	-	-	-	(250)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 11)	-	400	-	825
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 11)	27	34	165	1 051
Rachat de titres d'une fiducie de capital (note 10)	(350)	-	(350)	-
Frais d'émission d'actions	(3)	(6)	(3)	(32)
Dividendes en espèces versés	(303)	(324)	(900)	(995)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités de financement	(309)	11 998	12 107	13 023
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(206)	(129)	477	8 187
Achats de titres, autres que de négociation	(6 308)	(6 337)	(21 716)	(30 664)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 698	2 907	6 300	9 060
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	4 421	2 453	14 554	13 726
(Augmentation) nette des prêts	(6 303)	(2 272)	(13 387)	(2 354)
Produit de la titrisation de prêts (note 3)	1 691	417	3 534	5 998
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	805	(8 914)	10 549	(20 261)
Produit de la vente de terrains et de bâtiments	-	1	5	12
Bureaux et matériel – achats nets	(70)	(78)	(140)	(165)
Logiciels achetés et développés – achats nets	(45)	(52)	(166)	(140)
Acquisitions (note 7)	(107)	-	(1 029)	(316)
Montant net des flux de trésorerie (affecté aux) activités d'investissement	(4 424)	(12 004)	(1 019)	(16 917)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	80	(806)	(492)	(1 323)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 460	511	5 128	1 624
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	13 623	10 247	9 955	9 134
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	15 083 \$	10 758 \$	15 083 \$	10 758 \$
Composition :				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	14 102	9 541	14 102	9 541
Chèques et autres effets en transit, montant net	981	1 217	981	1 217
	15 083 \$	10 758 \$	15 083 \$	10 758 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Intérêts versés au cours de la période	803 \$	1 226 \$	2 529 \$	4 578 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au cours de la période	85 \$	(243)\$	1 153 \$	(249)\$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2010 (non vérifié)

Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, telles qu'elles figurent aux pages 114 à 164 de notre Rapport annuel 2009. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en conformité avec les principes comptables

généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles utilisées pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, et comprennent tous les rajustements normaux et récurrents qui, de l'avis de la direction, sont essentiels à la présentation fidèle des résultats des périodes présentées.

Note 2 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour épouser les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de

crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 31 juillet 2010 et au 31 juillet 2009, aucune provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit n'était comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers 1)		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Pour les périodes de trois mois terminées le										
Provision spécifique au début de la période	39	21	54	43	491	447	10	-	594	511
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	8	144	163	68	181	-	5	214	357
Recouvrements	-	-	33	27	12	8	-	-	45	35
Radiations	(3)	-	(184)	(188)	(93)	(187)	-	-	(280)	(375)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	4	(28)	-	-	4	(28)
Provision spécifique à la fin de la période	38	29	47	45	482	421	10	5	577	500
Provision générale au début de la période	20	21	314	236	912	1 009	45	48	1 291	1 314
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	(2)	24	11	(21)	45	(5)	6	-	60
Écarts de change et autres	-	-	-	-	11	(71)	-	-	11	(71)
Provision générale à la fin de la période	22	19	338	247	902	983	40	54	1 302	1 303
Provision totale	60	48	385	292	1 384	1 404	50	59	1 879	1 803

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers 1)		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Pour les périodes de neuf mois terminées le										
Provision spécifique au début de la période	33	13	51	2	507	411	5	-	596	426
Dotation à la provision pour pertes sur créances	12	17	473	461	306	674	5	5	796	1 157
Recouvrements	-	-	96	77	35	26	-	-	131	103
Radiations	(7)	(1)	(573)	(495)	(344)	(661)	-	-	(924)	(1 157)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	(22)	(29)	-	-	(22)	(29)
Provision spécifique à la fin de la période	38	29	47	45	482	421	10	5	577	500
Provision générale au début de la période	18	8	266	242	968	1 030	54	41	1 306	1 321
Dotation à la provision pour pertes sur créances	4	11	48	5	(38)	31	(14)	13	-	60
Écarts de change et autres	-	-	24	-	(28)	(78)	-	-	(4)	(78)
Provision générale à la fin de la période	22	19	338	247	902	983	40	54	1 302	1 303
Provision totale	60	48	385	292	1 384	1 404	50	59	1 879	1 803

1) Au 31 juillet 2010, les prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers de même que les prêts aux entreprises et aux administrations publiques comprenaient 23 millions de dollars et 9 millions de dollars, respectivement, au titre de l'acquisition du montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes de la franchise nord-américaine de Diners Club (se reporter à la note 7).

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 3 : Titrisation

Les tableaux suivants résument nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats, pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 juillet 2010 et 2009 :

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Pour les périodes de trois mois terminées le						
Produit net en espèces 1)	1 677	417	-	-	1 677	417
Prix d'achat différé	51	14	-	-	51	14
Passif de gestion	(11)	(1)	-	-	(11)	(1)
Prêts vendus	1 717	430	-	-	1 717	430
	1 697	415	-	-	1 697	415
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	20	15	-	-	20	15
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	14	33	93	116	107	149

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Pour les périodes de neuf mois terminées le						
Produit net en espèces 1)	3 500	5 966	-	-	3 500	5 966
Prix d'achat différé	135	161	-	-	135	161
Passif de gestion	(25)	(25)	-	-	(25)	(25)
Prêts vendus	3 610	6 102	-	-	3 610	6 102
	3 554	6 025	-	-	3 554	6 025
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	56	77	-	-	56	77
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	44	124	274	353	318	477

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit 1)	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Pour les périodes de trois mois terminées le				
Durée de vie moyenne pondérée (en années)	4,16	3,48	1,00	0,99
Taux de remboursement anticipé (%)	18,70	14,60	35,58	35,63
Taux d'intérêt (%)	3,85	4,60	21,39	21,85
Pertes prévues sur créances (%) 2)	-	-	4,40	4,44
Taux d'actualisation (%)	2,42	6,35	9,49	9,22

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit 1)	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Pour les périodes de neuf mois terminées le				
Durée de vie moyenne pondérée (en années)	4,47	3,41	1,00	1,00
Taux de remboursement anticipé (%)	17,21	21,45	35,42	36,32
Taux d'intérêt (%)	4,01	4,44	21,35	21,64
Pertes prévues sur créances (%) 2)	-	-	4,40	4,44
Taux d'actualisation (%)	2,61	4,15	9,27	9,94

1) Il n'y a pas eu d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 juillet 2010 et 2009.

2) Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 4 : Entités à détenteurs de droits variables

L'actif total dans nos entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant. Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos

EDDV, il y a lieu de se reporter à la note 9 aux pages 127 à 129 de notre Rapport annuel 2009.

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2010

31 octobre 2009

	Risque de perte					Actif total	Risque de perte					Actif total
	Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés	Total		Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés	Total	
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons d'importants droits variables												
Entités de titrisation canadiennes des clients 3)	3 848	-	186	21	4 055	3 983	5 819	-	328	44	6 191	5 674
Entité de titrisation américaine des clients	4 143	301	-	7	4 451	4 227	6 214	158	-	2	6 374	4 943
Entités de titrisation de la Banque 3)	5 100	-	584	86	5 770	9 469	5 100	-	625	94	5 819	9 719
Entités de protection de crédit - Apex 4)5)	1 030	-	1 020	786	2 836	2 204	918	112	833	1 236	3 099	2 322
Entités de gestion de placements structurés 6)	194	5 631	-	22	5 847	5 607	247	7 230	-	12	7 489	6 968
Entités à financement structuré	s.o.	s.o.	3 048	-	3 048	4 002	s.o.	s.o.	1 762	-	1 762	2 451
Fiducies de capital et de financement	43	12	2	-	57	1 265	43	12	2	-	57	1 270
Total	14 358	5 944	4 840	922	26 064	30 757	18 341	7 512	3 550	1 388	30 791	33 347
EDDV consolidées												
Entités de titrisation canadiennes des clients 3)7)	334	-	328	-	662	328	733	-	719	-	1 452	719
Entités à financement structuré	s.o.	s.o.	34	-	34	34	s.o.	s.o.	54	-	54	54
Fiducies de capital et de financement	6 009	4 991	740	56	11 796	7 625	9 013	1 987	880	45	11 925	5 190
Total	6 343	4 991	1 102	56	12 492	7 987	9 746	1 987	1 653	45	13 431	5 963

1) Ces facilités comprennent les facilités de financement de premier rang qui ont été fournies à notre entité de protection de crédit et à nos entités de gestion de placements structurés ainsi que les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients et à notre entité de titrisation américaine des clients. Aucun concours de trésorerie ne visait un soutien de crédit à nos entités de titrisation canadiennes des clients au 31 juillet 2010 et au 31 octobre 2009. La section ci-après traite des concours de trésorerie accordés à notre entité de titrisation américaine, qui comprennent un soutien au crédit.

2) Les montants en cours sur les concours de trésorerie et les facilités de financement de premier rang sont classés dans les prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

3) Les titres détenus dans nos entités de titrisation de la Banque sont constitués de 40 millions de dollars de papier commercial (55 millions en 2009) classé dans les titres de négociation, ainsi que d'un prix d'achat différé de 272 millions (293 millions en 2009) et de titres adossés à des actifs de 272 millions (277 millions en 2009) qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. Les titres détenus dans nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial et sont classés dans les titres de négociation. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

4) Les instruments dérivés conclus avec cette entité sont classés comme instruments de négociation. Les variations de leur juste valeur sont contrebalancées par les instruments dérivés conclus avec des contreparties indépendantes, instruments qui, eux aussi, sont classés comme instruments de négociation.

5) Les titres détenus sont classés dans les titres de négociation et ont une valeur nominale de 1 415 millions de dollars. Notre exposition à ces titres est couverte au moyen d'instruments dérivés.

6) Les titres détenus sont constitués de billets de capital qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. La valeur de ces billets a été ramenée à néant au cours des exercices terminés le 31 octobre 2007 et 2008.

7) L'actif total détenu au 31 juillet 2010 était constitué d'un prêt de 227 millions de dollars (560 millions au 31 octobre 2009) et d'actifs divers totalisant 101 millions de dollars (159 millions en 2009).

s.o. - sans objet

Entité de titrisation américaine des clients

Le risque auquel nous expose notre entité de titrisation américaine des clients est résumé dans le tableau ci-dessus. Notre risque comprend les concours de trésorerie que nous consentons. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit afin de décider de fournir un concours de trésorerie, tout

comme nous le faisons dans le cas de prêts. Du montant de 304 millions de dollars américains fourni au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 conformément aux modalités de ces facilités de trésorerie, un montant de 213 millions de dollars américains (219 millions) est toujours en cours. Ce montant est compris dans le tableau précédent.

Note 5 : Instruments financiers

Modification d'une convention comptable

Le 1^{er} août 2008, nous avons choisi de transférer de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente les titres pour lesquels nous avons changé notre intention

de nous en défaire ou de les négocier à court terme, selon la conjoncture prévalant alors, et avons plutôt décidé de les conserver dans un avenir prévisible.

Le tableau qui suit présente l'évolution des titres transférés :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009
Juste valeur des titres au début de la période	791	1 038	1 378	1 493	1 732
(Ventes/échéances) achats nets	(183)	(227)	(343)	(162)	(175)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	(5)	24	38	46	62
Moins-valeur durable comptabilisée dans le revenu	-	(8)	(9)	(18)	(23)
Incidence du taux de change	3	(36)	(26)	19	(103)
Juste valeur des titres à la fin de la période	606	791	1 038	1 378	1 493

Pour les périodes de neuf mois terminées le	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Juste valeur des titres au début de la période	1 378	1 955
(Ventes/échéances) achats nets	(753)	(451)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	57	186
Moins-valeur durable comptabilisée dans le revenu	(17)	(81)
Incidence du taux de change	(59)	(116)
Juste valeur des titres à la fin de la période	606	1 493

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Pour plus de renseignements sur la détermination de la juste valeur, il y a lieu de se reporter aux pages 116, 157 et 158 des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels figurant dans notre Rapport annuel 2009.

			31 juillet 2010			31 octobre 2009
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (néгатif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (néгатif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 083	15 083	-	9 955	9 955	-
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 121	3 121	-	3 340	3 340	-
Valeurs mobilières	119 350	119 350	-	110 813	110 813	-
Titres pris en pension ou empruntés	24 317	24 317	-	36 006	36 006	-
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 097	47 577	480	45 524	46 067	543
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	49 741	49 766	25	45 824	45 913	89
Prêts sur cartes de crédit	3 304	3 304	-	2 574	2 574	-
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	68 407	68 125	(282)	68 169	67 895	(274)
	168 549	168 772	223	162 091	162 449	358
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 885	6 897	12	7 640	7 642	2
Provision pour pertes sur créances	(1 879)	(1 879)	-	(1 902)	(1 902)	-
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	173 555	173 790	235	167 829	168 189	360
Instruments dérivés	47 947	47 947	-	47 898	47 898	-
Bureaux et matériel	1 565	1 565	-	1 634	1 634	-
Écarts d'acquisition	1 627	1 627	-	1 569	1 569	-
Actifs incorporels	748	748	-	660	660	-
Actifs divers	10 073	10 073	-	8 754	8 754	-
	397 386	397 621	235	388 458	388 818	360
Passif						
Dépôts	242 791	243 284	493	236 156	237 046	890
Instruments dérivés	45 110	45 110	-	44 765	44 765	-
Acceptations	6 885	6 885	-	7 640	7 640	-
Titres vendus à découvert	18 424	18 424	-	12 064	12 064	-
Titres mis en pension ou prêtés	42 237	42 237	-	46 312	46 312	-
Passifs divers	16 175	16 236	61	15 938	15 976	38
Dette subordonnée	3 747	4 072	325	4 236	4 591	355
Titres d'une fiducie de capital	800	830	30	1 150	1 218	68
Capitaux propres	21 217	21 217	-	20 197	20 197	-
	397 386	398 295	909	388 458	389 809	1 351
Total des rajustements à la juste valeur			(674)			(991)

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des

données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous :

	31 juillet 2010			31 octobre 2009		
	Évaluation selon les cours du marché	Évaluation selon des modèles (avec données observables)	Évaluation selon des modèles (sans données observables)	Évaluation selon les cours du marché	Évaluation selon des modèles (avec données observables)	Évaluation selon des modèles (sans données observables)
Titres de négociation						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	13 933	-	-	16 607	-	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 795	-	-	2 882	-	-
l'administration fédérale américaine	6 333	-	-	3 021	-	-
des municipalités, agences et États américains	864	154	32	54	653	49
d'autres administrations publiques	2 119	-	-	1 712	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	875	-	205	584	238	204
Obligations d'entreprises	9 477	2 287	330	8 368	2 293	421
Actions d'entreprises	25 896	-	-	21 985	-	-
	63 292	2 441	567	55 213	3 184	674
Titres disponibles à la vente						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	14 336	-	-	17 359	-	-
des provinces et municipalités canadiennes	1 510	-	-	1 688	-	-
l'administration fédérale américaine	5 196	-	-	1 111	-	-
des municipalités, agences et États américains	2 310	2 207	47	4 584	1 418	86
d'autres administrations publiques	10 984	9	-	8 220	9	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	717	9 052	23	826	9 530	39
Obligations d'entreprises	1 968	1 166	1 664	1 499	1 078	1 960
Actions d'entreprises	191	178	341	303	236	311
	37 212	12 612	2 075	35 590	12 271	2 396
Passifs inscrits à la juste valeur						
Titres vendus à découvert	18 424	-	-	12 064	-	-
Passifs au titre des billets structurés	-	3 836	-	-	3 073	-
	18 424	3 836	-	12 064	3 073	-
Actifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	24	30 840	261	42	30 062	1
Contrats de change	62	10 559	-	61	9 323	-
Contrats sur produits de base	2 004	369	-	1 160	2 330	-
Contrats sur titres de participation	1 473	715	9	618	1 353	11
Swaps sur défaillance	-	1 473	158	-	2 370	567
	3 563	43 956	428	1 881	45 438	579
Passifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	43	30 293	39	61	28 781	73
Contrats de change	22	9 686	-	8	9 161	-
Contrats sur produits de base	1 919	512	-	744	2 201	-
Contrats sur titres de participation	48	1 266	66	-	1 480	97
Swaps sur défaillance	-	1 213	3	-	2 156	3
	2 032	42 970	108	813	43 779	173

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est présentée ci-dessous.

Au 31 juillet 2010, les titres de négociation, les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres garantis par des créances hypothécaires comprenaient des titres adossés à des créances immobilières commerciales de 205 millions de dollars désignés comme des titres de négociation aux termes de l'option de la juste valeur. L'évaluation de ces billets a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination des rendements sur le marché utilisés dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation des titres. L'incidence de l'hypothèse que le rendement sur le marché augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation

de la juste valeur de (4) millions et de 5 millions de dollars, respectivement.

Les titres de créance de sociétés disponibles à la vente comprennent un prix d'achat différé de 653 millions de dollars relatif à nos activités de titrisation hors bilan. Nous avons déterminé l'évaluation du prix d'achat différé (marge excédentaire) en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est établie au moyen d'hypothèses relatives au taux de remboursement anticipé et au taux d'intérêt. La détermination du taux d'intérêt utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du prix d'achat différé. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'intérêt affiche une augmentation ou une diminution de 10 % serait une variation de la juste valeur de 92 millions de dollars et de (92) millions, respectivement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 juillet 2010, les sommes de 419 millions et de 42 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. L'évaluation de ces instruments dérivés a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de (4) millions et de 4 millions de dollars, respectivement.

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une diminution de 74 millions de dollars des revenus (pertes) de négociation à la rubrique Revenu autre que d'intérêts, pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 (70 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010), incluant une augmentation de 4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 (15 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010) imputable aux fluctuations de nos écarts de taux (une augmentation de 53 millions de dollars des revenus de négociation à la rubrique Revenu autre que d'intérêts et une charge de 158 millions, respectivement, pour la période de douze mois terminée le 31 octobre 2009). Nous avons constaté des montants correspondants sur les dérivés et les autres instruments financiers détenus pour couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction et le 31 juillet 2010, correspond à une perte non réalisée de 28 millions de dollars. Depuis 2009, nous couvrons l'exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 31 juillet 2010, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle des billets structurés comptabilisés comme étant détenus à des fins de transaction étaient respectivement de 3 836 millions et de 4 007 millions de dollars (3 073 millions et 3 377 millions, respectivement, au 31 octobre 2009).

Nous désignons certains investissements détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Le choix de cette option permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur de ces titres était de 3 864 millions de dollars au 31 juillet 2010 (3 167 millions au 31 octobre 2009). L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance, de 46 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 (174 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 et 415 millions pour la période de douze mois terminée le 31 octobre 2009).

Principaux transferts

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, une partie du papier commercial adossé à des actifs émis par les conduits et assujéti à l'Accord de Montréal a été transférée du niveau 3 au niveau 2 puisque nos évaluations sont désormais fondées sur des cotes provenant de courtiers plutôt que sur des modèles internes, la liquidité des billets utilisés dans notre modèle s'étant améliorée en raison de la négociation accrue du titre par les courtiers.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, certains de nos titres adossés à des créances hypothécaires émis par diverses sociétés ont été transférés du niveau 2 au niveau 1, étant donné que le volume des cours du marché s'est accru.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les instruments financiers qui étaient classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2010, incluant les gains (pertes) réalisés et non réalisés inclus dans le revenu net et dans les autres éléments du résultat étendu.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010	Variation de la juste valeur						Juste valeur au 31 juillet 2010	Gains (pertes) non réalisés 2)
	Solde au 30 avril 2010	Inclus dans le revenu net	Inclus dans les autres éléments du résultat étendu	Achats	Ventes	Échéances 1)		
Titres de négociation								
Titres émis ou garantis par :								
des municipalités, agences et États américains	41	(8)	-	-	(1)	-	32	3
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	199	2	-	6	(1)	(1)	205	-
Obligations d'entreprises	263	6	-	62	-	(1)	330	6
Total des titres de négociation	503	-	-	68	(2)	(2)	567	9
Titres disponibles à la vente								
Titres émis ou garantis par :								
des municipalités, agences et États américains	66	1	(11)	-	(9)	-	47	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	23	-	-	-	-	-	23	-
Obligations d'entreprises	1 724	(68)	(30)	86	(7)	(41)	1 664	(68)
Actions d'entreprises	308	(1)	3	31	-	-	341	-
Total des titres disponibles à la vente	2 121	(68)	(38)	117	(16)	(41)	2 075	(68)
Actifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	233	28	-	-	-	-	261	261
Contrats sur titres de participation	6	3	-	-	-	-	9	9
Swaps sur défaillance	140	18	-	-	-	-	158	158
Total des actifs dérivés	379	49	-	-	-	-	428	428
Passifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	36	-	-	-	-	3	39	(39)
Contrats sur titres de participation	145	(79)	-	-	-	-	66	(66)
Swaps sur défaillance	3	-	-	-	-	-	3	(3)
Total des passifs dérivés	184	(79)	-	-	-	3	108	(108)

1) Inclut le règlement en espèces d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) Représente des gains ou des pertes non réalisés, compris dans les revenus, survenus au cours du trimestre ayant trait à des actifs et passifs toujours détenus au 31 juillet 2010.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010	Variation de la juste valeur						Transférés dans le niveau 3	Transférés hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2010	Gains (pertes) non réalisés 2)
	Solde au 31 octobre 2009	Inclus dans le revenu net	Inclus dans les autres éléments du résultat étendu	Achats	Ventes	Échéances 1)				
Titres de négociation										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	49	(16)	-	-	(1)	-	-	-	32	6
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	204	24	-	8	(2)	(29)	-	-	205	7
Obligations d'entreprises	421	(15)	-	72	-	(2)	14	(160)	330	1
Total des titres de négociation	674	(7)	-	80	(3)	(31)	14	(160)	567	14
Titres disponibles à la vente										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	86	3	(23)	-	(19)	-	-	-	47	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	39	-	-	1	-	(17)	-	-	23	-
Obligations d'entreprises	1 960	(214)	7	205	(156)	(138)	-	-	1 664	(227)
Actions d'entreprises	311	(4)	(16)	46	(1)	(1)	6	-	341	-
Total des titres disponibles à la vente	2 396	(215)	(32)	252	(176)	(156)	6	-	2 075	(227)
Actifs dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	1	21	-	-	-	239	-	-	261	261
Contrats sur titres de participation	11	(33)	-	-	-	31	-	-	9	9
Swaps sur défaillance	567	(52)	-	-	-	(357)	-	-	158	158
Total des actifs dérivés	579	(64)	-	-	-	(87)	-	-	428	428
Passifs dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	73	-	-	-	-	(34)	-	-	39	(39)
Contrats sur titres de participation	97	(63)	-	-	-	32	-	-	66	(66)
Swaps sur défaillance	3	-	-	-	-	-	-	-	3	(3)
Total des passifs dérivés	173	(63)	-	-	-	(2)	-	-	108	(108)

1) Inclut le règlement en espèces d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) Représente des gains ou des pertes non réalisés, compris dans les revenus, survenus au cours de la période de neuf mois ayant trait à des actifs et passifs toujours détenus au 31 juillet 2010.

Autres éléments évalués à la juste valeur

Certains actifs comme les biens saisis sont évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, mais ne sont pas tenus d'être évalués à la juste valeur de façon continue.

Note 6 : Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 10 533 millions de dollars au 31 juillet 2010 (11 384 millions au 31 octobre 2009). Aucune des lettres de crédit de soutien ni aucun des cautionnements bancaires n'était coté au 31 juillet 2010 et au 31 octobre 2009.

Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Au 31 juillet 2010 et au 31 octobre 2009, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 15 191 millions de dollars au 31 juillet 2010 (19 108 millions au 31 octobre 2009), dont un montant de 11 855 millions de dollars avait trait à des facilités de catégorie investissement, un montant de 860 millions était de catégorie spéculative et un montant de 2 476 millions n'était pas coté (respectivement, 15 405 millions, 649 millions et 3 054 millions de dollars au 31 octobre 2009). Au 31 juillet 2010, 350 millions étaient utilisés sur ces facilités conformément aux modalités de ces concours de trésorerie (185 millions au 31 octobre 2009), dont 301 millions (293 millions de dollars américains) (158 millions ou 146 millions de dollars américains

Au 31 juillet 2010, la Banque détenait des biens saisis de 175 millions de dollars évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, lesquels étaient tous classés dans le niveau 2. La perte de valeur comptabilisée à l'égard de ces actifs dans l'état consolidé des résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 s'élevait à 79 millions de dollars.

au 31 octobre 2009) avaient trait à l'entité de titrisation américaine des clients dont traite la note 4.

Facilités de rehaussement de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de rehaussement partiel de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les facilités de rehaussement de crédit sont incluses dans les concours de trésorerie. Ces facilités comprennent les montants qui ont trait à notre entité de titrisation américaine des clients dont il est question à la note 4.

Facilités de financement de premier rang

Nous fournissons un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés et à notre entité de protection de crédit. La majorité de ces facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés. Au 31 juillet 2010, 5 631 millions de dollars avaient été utilisés (7 342 millions au 31 octobre 2009) conformément aux modalités des facilités de financement relatives aux entités de gestion de placements structurés et à l'entité de protection de crédit dont traite la note 4.

En plus de notre investissement dans des billets assujettis à l'Accord de Montréal, nous avons fourni une facilité de prêt de premier rang de 300 millions de dollars. Aucun montant n'avait été utilisé dans le cadre de cette facilité au 31 juillet 2010 ni au 31 octobre 2009.

Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat. Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 41 927 millions de dollars au 31 juillet 2010 (51 072 millions au 31 octobre 2009), dont 38 656 millions avaient trait à des swaps de catégorie investissement, 2 851 millions avaient trait à des swaps de catégorie spéculative et 420 millions n'étaient pas cotés (45 843 millions, 5 034 millions et 195 millions, respectivement, au 31 octobre 2009). La durée de ces contrats varie de un jour à dix ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants

relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 1 216 millions au 31 juillet 2010 (2 159 millions au 31 octobre 2009).

Les options position vendeur comprennent les ententes contractuelles par lesquelles l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de produits de base ou d'instruments de créances ou de capitaux propres à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut être l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de moins de un mois à 12 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de

601 millions de dollars au 31 juillet 2010 (667 millions au 31 octobre 2009), instruments dont aucun n'était coté (667 millions n'étaient pas cotés au 31 octobre 2009).

Les options position vendeur comprennent également les engagements contractuels en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le prix ou le taux du marché et le prix d'exercice ou le taux de l'instrument sous-jacent. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de 11 mois à 25 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 120 millions de dollars au 31 juillet 2010 (118 millions au 31 octobre 2009), et aucun de ces instruments n'était coté à ces dates.

Note 7 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

AMCORE Bank N.A. (AMCORE)

Le 23 avril 2010, nous avons acquis de Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) certains actifs et passifs d'AMCORE pour une contrepartie totale de 253 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction, établi en fonction de l'actif net. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, nous avons réduit le prix d'achat de 28 millions de dollars pour le porter à 225 millions de dollars en raison de la réévaluation de l'actif net acquis. Selon les modalités de l'acquisition, FDIC absorbe 80 % des pertes liées aux prêts acquis. Cette acquisition accélère notre stratégie de croissance et renforce notre position déjà solide dans le Midwest des États-Unis en accroissant notre présence en Illinois et au Wisconsin. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu un actif incorporel constitué de dépôts de base amorti selon la méthode dégressive sur une période n'excédant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. L'actif acquis et le passif pris en charge sont inclus dans notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Diners Club

Le 31 décembre 2009, nous avons acquis de Citigroup le montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes de la franchise nord-américaine de Diners Club pour une contrepartie en espèces totale de 882 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction, établi en fonction de l'actif net. Compte tenu du rajustement de 44 millions de dollars postérieur à la conclusion de la transaction, le prix d'achat final a été réduit à 838 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010. L'acquisition du montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes Diners Club nous donne le droit d'émettre des cartes Diners Club à des entreprises et à des professionnels aux

États-Unis et au Canada et nous permettra d'accélérer notre projet visant à accroître nos activités dans le secteur des voyages et du divertissement à l'intention des entreprises clientes de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis un actif incorporel constitué de relations d'affaires avec des clients, qui est amorti selon la méthode dégressive sur une période de 15 ans, et un actif incorporel se composant de logiciels, qui est amorti selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Diners Club fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Paloma Securities L.L.C. (Paloma)

Le 23 décembre 2009, nous avons conclu l'acquisition de certains actifs utilisés dans le cadre des activités de prêt de titres de Paloma pour une contrepartie en espèces de 7 millions de dollars et nous avons embauché son équipe de prêt de titres à l'échelle mondiale. L'acquisition de Paloma nous permet d'élargir nos activités de prêt de titres. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Cette acquisition fait partie de notre unité d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Integra GRS (Integra)

Le 23 novembre 2009, nous avons conclu l'acquisition des activités de tenue de registres d'Integra, filiale en propriété exclusive d'Integra Capital Management Corporation, pour une contrepartie en espèces de 16 millions de dollars, incluant un rajustement du prix d'achat postérieur à la conclusion de la transaction de 3 millions de dollars reflétant la contrepartie additionnelle due au vendeur au titre des autres contrats de clients attribués à la Banque depuis la date de la conclusion de la transaction. L'acquisition d'Integra élargit notre gamme existante de services de gestion du patrimoine. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel constitué de relations d'affaires avec des clients, qui est amorti selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans, et un actif incorporel se composant de logiciels, qui est amorti de façon linéaire sur trois ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Integra fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

**Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada
(BMO Société d'assurance-vie)**

Le 1^{er} avril 2009, nous avons mené à terme l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote en circulation de la Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada pour une

contrepartie en espèces de 330 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction et établi en fonction de l'actif net. Le rajustement postérieur à la conclusion de la transaction est désormais connu et le prix d'achat a été réduit à 278 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	AMCORE	Diners Club	Paloma	Integra
Encaisse 1)	420	-	-	-
Valeurs mobilières	10	-	-	-
Prêts	1 551	873	-	-
Bureaux et matériel	-	-	-	-
Écarts d'acquisition	86	5	7	7
Actifs incorporels	24	63	-	9
Actifs divers	494	9	-	-
Total de l'actif	2 585	950	7	16
Dépôts	2 207	-	-	-
Passifs divers	153	112	-	-
Total du passif	2 360	112	-	-
Prix d'achat	225	838	7	16

La répartition du prix d'achat d'AMCORE, de Diners Club, de Paloma et d'Integra est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

1) L'encaisse, qui a été acquise dans le cadre de l'acquisition d'AMCORE, comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie de même que les dépôts portant intérêt.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, nous avons attribué un total de 1 737 204 options sur actions. La juste valeur moyenne pondérée de ces options attribuées au

cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 était de 9,97 \$ l'option. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

Pour les options attribuées au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010

Rendement prévu des actions	6,6 %
Volatilité prévue du cours des actions	27,5 %
Taux de rendement sans risque	2,9 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Pour les périodes de trois mois terminées le				
Prestations constituées des employés	32	29	5	3
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	63	64	15	12
Perte actuarielle constatée dans la charge	18	18	-	-
Amortissement du coût des modifications aux régimes	4	4	(2)	(1)
Rendement prévu des actifs des régimes	(73)	(60)	(2)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	44	55	16	13
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	17	16	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	2	1	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	63	72	16	13

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Pour les périodes de neuf mois terminées le				
Prestations constituées des employés	96	97	15	9
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	191	195	43	38
Perte actuarielle constatée dans la charge	55	56	2	-
Amortissement du coût des modifications aux régimes	12	10	(5)	(5)
Rendement prévu des actifs des régimes	(218)	(183)	(4)	(4)
Charge liée aux prestations constituées	136	175	51	38
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	49	49	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	7	5	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	192	229	51	38

Note 9 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons remboursé la totalité de nos billets à moyen terme de série C, première tranche, à 4,00 %, échéant en 2015, d'un montant total de 500 millions de dollars. Les billets ont été remboursés à un prix correspondant à 100 % du montant en capital, majoré des intérêts courus à la date du remboursement.

Note 10 : Titres d'une fiducie de capital

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, nous avons racheté la totalité de nos titres d'une fiducie de capital – série A (appelés BOaTS) pour un montant équivalant à 1 000 \$ majoré

Note 11 : Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, nous n'avons pas émis ni racheté d'actions privilégiées.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, nous avons émis 16 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 5,4 %, série 23, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 400 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, nous avons émis 11 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 21, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 275 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 33 340 000 actions ordinaires au prix de 30,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 1,0 milliard de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 6 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 18, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 150 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons racheté la totalité de nos 10 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif, série 6, qui étaient classées dans le passif, au prix de 25,00 \$ l'action, majoré des

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nos débetures série 12 portant intérêt au taux de 10,85 %, d'une valeur de 140 millions de dollars, sont arrivées à échéance.

des distributions non versées indiquées, soit un rachat totalisant 350 millions de dollars.

dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, le prix de rachat global étant d'environ 253 millions de dollars. Le 19 novembre 2009, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ce qui nous permet de racheter jusqu'à 15 000 000 de nos actions ordinaires au cours de la période comprise entre le 2 décembre 2009 et le 1^{er} décembre 2010.

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Actions autodétenues

Lorsque nous achetons nos actions ordinaires dans le cadre de nos activités de négociation, nous comptabilisons le coût de ces actions comme une réduction des capitaux propres. Si ces actions sont revendues pour une valeur supérieure à leur coût, l'écart est comptabilisé comme une augmentation du surplus d'apport. Si ces actions sont revendues pour une valeur inférieure à leur coût, l'écart est d'abord comptabilisé comme une réduction du surplus d'apport, dans la mesure où des montants relatifs aux actions autodétenues sont compris dans le surplus d'apport, puis l'excédent est comptabilisé comme une réduction des bénéfices non répartis.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 juillet 2010

	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B - Série 5	8 000 000	200	-
Catégorie B - Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 13	14 000 000	350	-
Catégorie B - Série 14	10 000 000	250	-
Catégorie B - Série 15	10 000 000	250	-
Catégorie B - Série 16	12 000 000	300	-
Catégorie B - Série 18	6 000 000	150	-
Catégorie B - Série 21	11 000 000	275	-
Catégorie B - Série 23	16 000 000	400	-
		2 571	
Actions ordinaires	562 858 261	6 740	
Capital-actions		9 311	
Options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions		s.o.	16 027 785 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 23 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, aux pages 144 à 148 de notre Rapport annuel 2009.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.
s.o. - sans objet

Note 12 : Résultat par action

Les tableaux qui suivent présentent le résultat de base et dilué par action de la Banque :

Résultat de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenu net	669	557	2 071	1 140
Dividendes sur les actions privilégiées	(33)	(33)	(102)	(82)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	636	524	1 969	1 058
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	561 839	547 134	558 047	536 855
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	1,13	0,97	3,53	1,97

Résultat dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, rajusté pour tenir compte de la dilution	636	524	1 970	1 059
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	561 839	547 138	558 047	536 864
Actions convertibles	252	253	252	253
Options sur actions pouvant être exercées 1)	11 073	12 488	11 060	6 360
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(7 968)	(9 911)	(7 905)	(5 145)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	565 196	549 968	561 454	538 332
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)	1,13	0,97	3,51	1,97

1) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen des options sur actions en cours, soit 1 207 385 et 2 484 804, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 65,80 \$ et de 60,93 \$ pour les périodes de trois et de neuf mois terminées respectivement le 31 juillet 2010 (3 318 064 et 10 345 987 options d'un prix moyen pondéré de 59,86 \$ et 44,50 \$ pour les périodes de trois et de neuf mois terminées respectivement le 31 juillet 2009), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 13 : Gestion du capital

Notre objectif consiste à maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital en fonction des risques, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Note 14 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts

Au 31 juillet 2010, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 31 juillet 2010 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 16 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

de taux, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Les principales mesures au 31 juillet 2010 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 11 à 13 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

Note 15 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et de cartes de crédit, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques. Depuis le troisième trimestre de 2009, puisque les activités liées aux dépôts à terme sont désormais mieux alignées sur la stratégie de PE Canada en matière de produits de détail, les résultats de ces activités sont compris dans PE Canada plutôt que dans le groupe Gestion privée. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques. Au deuxième trimestre de 2010, nous avons repéré un certain nombre de moyennes entreprises américaines clientes qui seraient mieux servies par des services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO Marchés des capitaux aux Services bancaires PE – États-Unis. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour refléter ce reclassement.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP), qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en

passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et solutions en matière de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne et de l'assurance au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis. Depuis le troisième trimestre de 2009, toutes nos activités d'assurance sont comprises dans le groupe GP, ce qui intègre notre capacité en matière d'assurance et les compétences qui caractérisent déjà ce groupe au sein de notre gamme de services liés à la gestion de patrimoine. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs et il compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de fusions et d'acquisitions, de services-conseils, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels. Au deuxième trimestre de 2010, nous avons repéré un certain nombre de moyennes entreprises américaines clientes qui seraient mieux servies par des services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO MC aux Services bancaires PE – États-Unis. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour refléter ce reclassement.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les revenus et les frais résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos unités d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces unités sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et les dotations à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus sont assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés dans les résultats des Services d'entreprise.

Pour le trimestre considéré, nous avons comptabilisé certaines opérations de BMO MC sur une base qui reflète leur bic. Nous estimons que ces ajustements sont utiles et qu'ils traduisent la façon dont BMO MC gère ses activités, puisqu'ils permettent une meilleure comparaison entre les revenus imposables et les revenus assortis d'avantages fiscaux. La variation donne lieu à des augmentations du revenu net d'intérêts et des impôts sur les bénéfices de BMO MC, et des montants correspondants sont enregistrés dans les Services d'entreprise. De façon globale, le revenu net des deux groupes n'a pas varié. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Comptabilisation des opérations de titrisation

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons modifié notre façon de présenter les actifs titrisés dans nos informations sectorielles. Auparavant, certains actifs hypothécaires titrisés n'étaient pas présentés dans le bilan de PE Canada. Désormais, nous présentons tous les actifs hypothécaires titrisés dans PE Canada et les montants compensatoires sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Le revenu net d'intérêts gagné sur l'ensemble des actifs hypothécaires titrisés est compris dans le revenu net d'intérêts de PE Canada. Auparavant, le revenu net d'intérêts gagné sur certains actifs hypothécaires titrisés était inclus dans le revenu autre que d'intérêts de PE Canada. Les données des périodes antérieures au 31 janvier 2010 ont été retraitées en fonction de cette nouvelle présentation.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010 2)						
Revenu net d'intérêts	1 065	275	92	355	(216)	1 571
Revenu autre que d'intérêts	425	86	452	326	47	1 336
Revenu total	1 490	361	544	681	(169)	2 907
Dotation à la provision pour pertes sur créances	129	31	1	66	(13)	214
Amortissement	32	17	9	11	49	118
Frais autres que d'intérêts	731	251	393	410	(5)	1 780
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	598	62	141	194	(200)	795
Impôts sur les bénéfices	172	22	33	64	(184)	107
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	426	40	108	130	(35)	669
Actif moyen	147 195	32 517	14 425	197 638	5 842	397 617
Écarts d'acquisition (au)	121	1 026	364	114	2	1 627

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009 2)						
Revenu net d'intérêts	975	276	87	390	(262)	1 466
Revenu autre que d'intérêts	387	87	434	568	36	1 512
Revenu total	1 362	363	521	958	(226)	2 978
Dotation à la provision pour pertes sur créances	97	23	1	37	259	417
Amortissement	36	18	8	13	51	126
Frais autres que d'intérêts	699	233	394	469	(48)	1 747
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	530	89	118	439	(488)	688
Impôts sur les bénéfices	168	31	5	129	(221)	112
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	362	58	113	310	(286)	557
Actif moyen	139 761	37 691	12 941	232 280	(156)	422 517
Écarts d'acquisition (au)	119	979	345	106	2	1 551

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 2)						
Revenu net d'intérêts	3 073	799	266	1 095	(608)	4 625
Revenu autre que d'intérêts	1 236	247	1 386	1 350	137	4 356
Revenu total	4 309	1 046	1 652	2 445	(471)	8 981
Dotation à la provision pour pertes sur créances	370	93	5	198	130	796
Amortissement	97	48	28	31	148	352
Frais autres que d'intérêts	2 095	697	1 170	1 328	(75)	5 215
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 747	208	449	888	(674)	2 618
Impôts sur les bénéfices	523	71	110	284	(497)	491
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	56	56
Revenu net	1 224	137	339	604	(233)	2 071
Actif moyen	144 069	32 441	14 037	199 417	4 909	394 873
Écarts d'acquisition (au)	121	1 026	364	114	2	1 627

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 2)						
Revenu net d'intérêts	2 819	956	265	1 245	(1 157)	4 128
Revenu autre que d'intérêts	1 085	262	1 202	1 030	368	3 947
Revenu total	3 904	1 218	1 467	2 275	(789)	8 075
Dotation à la provision pour pertes sur créances	285	69	4	113	746	1 217
Amortissement	105	61	23	34	139	362
Frais autres que d'intérêts	2 026	731	1 143	1 306	34	5 240
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 488	357	297	822	(1 708)	1 256
Impôts sur les bénéfices	471	122	44	209	(787)	59
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	57	57
Revenu net	1 017	235	253	613	(978)	1 140
Actif moyen	139 773	44 028	11 057	257 768	(4 047)	448 579
Écarts d'acquisition (au)	119	979	345	106	2	1 551

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable - voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par région :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 198	346	27	1 571
Revenu autre que d'intérêts	1 004	281	51	1 336
Revenu total	2 202	627	78	2 907
Dotation à la provision pour pertes sur créances	110	104	-	214
Amortissement	88	29	1	118
Frais autres que d'intérêts	1 270	467	43	1 780
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	734	27	34	795
Impôts sur les bénéfices	102	8	(3)	107
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	4	-	19
Revenu net	617	15	37	669
Actif moyen	252 642	116 854	28 121	397 617
Écarts d'acquisition (au)	448	1 158	21	1 627

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 020	380	66	1 466
Revenu autre que d'intérêts	1 083	287	142	1 512
Revenu total	2 103	667	208	2 978
Dotation à la provision pour pertes sur créances	154	243	20	417
Amortissement	93	32	1	126
Frais autres que d'intérêts	1 268	439	40	1 747
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	588	(47)	147	688
Impôts sur les bénéfices	135	(26)	3	112
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	6	-	19
Revenu net	440	(27)	144	557
Actif moyen	262 875	130 315	29 327	422 517
Écarts d'acquisition (au)	436	1 091	24	1 551

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	3 521	1 012	92	4 625
Revenu autre que d'intérêts	3 238	944	174	4 356
Revenu total	6 759	1 956	266	8 981
Dotation à la provision pour pertes sur créances	387	417	(8)	796
Amortissement	264	85	3	352
Frais autres que d'intérêts	3 747	1 341	127	5 215
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 361	113	144	2 618
Impôts sur les bénéfices	462	26	3	491
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	42	14	-	56
Revenu net	1 857	73	141	2 071
Actif moyen	256 020	111 248	27 605	394 873
Écarts d'acquisition (au)	448	1 158	21	1 627

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	2 636	1 230	262	4 128
Revenu autre que d'intérêts	2 896	919	132	3 947
Revenu total	5 532	2 149	394	8 075
Dotation à la provision pour pertes sur créances	392	805	20	1 217
Amortissement	256	103	3	362
Frais autres que d'intérêts	3 721	1 401	118	5 240
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 163	(160)	253	1 256
Impôts sur les bénéfices	174	(112)	(3)	59
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	40	17	-	57
Revenu net	949	(65)	256	1 140
Actif moyen	269 085	149 384	30 110	448 579
Écarts d'acquisition (au)	436	1 091	24	1 551

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter notre Rapport annuel 2009, le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site au www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 24 août 2010 à 14 h 00 (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 6 décembre 2010, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 7878814).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 6 décembre 2010.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452

Andrew Chin, directeur principal, andrew.chin@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Russel Robertson, chef des finances

russ.robertson@bmo.com, 416-867-7360

Secrétaire général

Blair Morrison, premier vice-président, conseil général délégué,

Affaires générales, et secrétaire général

corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix moyen du marché

Mai 2010 60,53 \$ (59,32 \$*)

Juin 2010 59,81 \$

Juillet 2010 62,69 \$

* reflète un escompte de 2 % au titre du réinvestissement des dividendes

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal

Assemblée annuelle de 2011

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 22 mars 2011 à Vancouver, en Colombie-Britannique.